

EXECUTION DU BUDGET

Juin
2015

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2015



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	7
1.2 Ressources de trésorerie	8
II-EXECUTION DES DEPENSES	10
2.1 Analyse de l'exécution du budget par types de dépenses	10
2.1.1 Dépenses budgétaires	11
2.1.2 Dépenses de trésorerie	15
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services	16
2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions.....	17
2.4 Analyse des dépenses pro-pauvres.....	20
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES	21
3.1 Au titre de la dette publique	21
3.2 Au titre des dépenses ordinaires	21
3.3 Au titre des dépenses d'investissement	21
IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	22
4.1 Plafond sur les dépenses par procédures d'avances.....	22
4.2 Plancher sur les dépenses pro-pauvres	22
CONCLUSION.....	23

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2015.....	4
Tableau 2 : Situation des dépenses par types à fin juin 2015	10
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministères et Institutions à fin juin 2015.....	16
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grandes fonctions à fin juin 2015	17
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2015.....	20
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par natures de dépenses à fin juin 2015	21
Tableau 7 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la FEC à fin juin 2015.....	22

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2015	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2015	11
Graphique 3 : Répartition des dépenses exécutées par grandes fonctions à fin juin 2015	17
Graphique 4 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grandes fonctions à fin juin 2015	19
Graphique 5: Dépenses d'investissement par grandes fonctions à fin juin 2015	19

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire.....	24
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires.....	25
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteurs et par fonctions	26
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteurs et par fonctions	27
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministères et Institutions.....	29
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales	31
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres	32
Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.	33
Annexe 9 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement par Ministères et projets	34

INTRODUCTION

L'exécution budgétaire au premier semestre 2015 a bénéficié d'un environnement socio-économique favorable marqué par des actions majeures en faveur de la consolidation de la cohésion sociale et du dynamisme économique.

Au plan politique et sécuritaire, l'essentiel de la démobilisation des ex-combattants a été achevé et les activités de l'ADDR ont pris fin. Pour parachever les activités résiduelles dans ce cadre, le Gouvernement a créé la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR). Dans cet élan d'actions de consolidation de la normalisation, les acteurs en charge du processus électoral ont démarré, avec l'appui du Gouvernement, la révision de la liste électorale, en vue de respecter les délais impartis et de parvenir à organiser des élections démocratiques et apaisées.

Au niveau économique, l'organisation à Abidjan, des assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD), renforce le positionnement de la Côte d'Ivoire dans la sphère économique et financière internationale.

Au plan budgétaire, l'exécution des dépenses a été marquée principalement par l'achèvement de la mesure de déblocage des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, avec les derniers déblocages intervenus en mai 2015.

La présente Communication en Conseil des Ministres fait l'analyse de l'exécution du budget à fin juin 2015, à travers l'examen de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses. Elle fait également le point de la mise en œuvre des engagements budgétaires du Programme Economique et Financier en cours.

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées au cours du premier semestre 2015, s'élèvent à **2 873 milliards** contre une prévision de **2 873,2 milliards**, soit un taux de réalisation de **100%**. Cette performance s'explique dans l'ensemble par la bonne tenue de la plupart des postes de ressources, notamment celle des recettes intérieures fiscales et non fiscales.

Ces réalisations comprennent 2 816,2 milliards de ressources budgétaires (98%) et 56,7 milliards de ressources de trésorerie (2%).

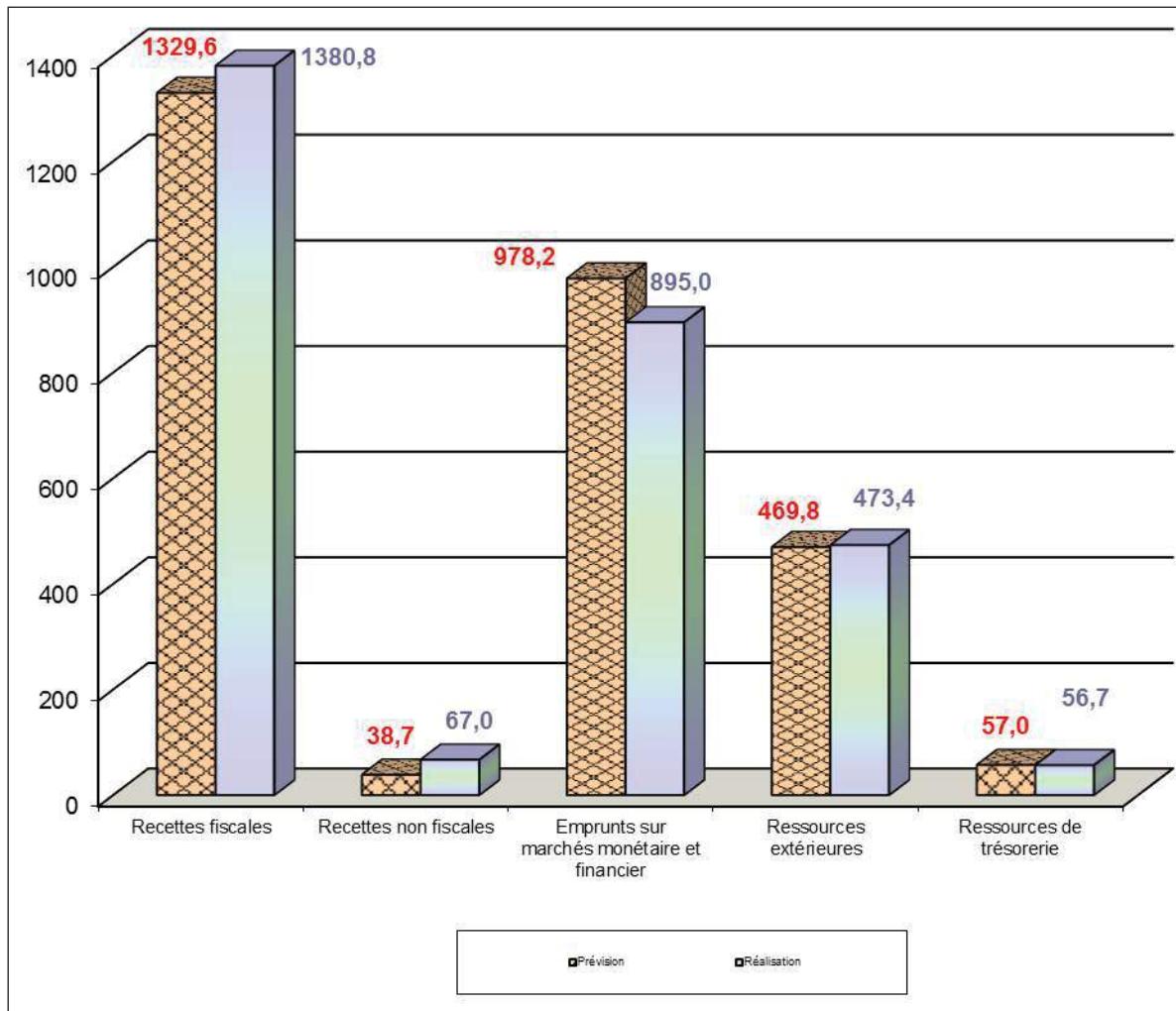
Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2015

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin juin 2014			Fin juin 2015		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation
Ressources budgétaires	2 046,4	2 241,4	109,5%	2 816,2	2 816,2	100,0%
Ressources intérieures	1 625,6	1 864,7	114,7%	2 346,5	2 342,8	99,8%
Recettes fiscales	1 113,2	1 170,1	105,1%	1 329,6	1 380,8	103,9%
Recettes non fiscales	37,7	53,6	142,2%	38,7	67,0	173,2%
Emissions titres publics	474,7	641,0	135,0%	978,2	895,0	91,5%
Ressources extérieures	420,8	376,7	89,5%	469,8	473,4	100,8%
Appuis budgétaires	117,8	120,0	101,9%	120,1	113,9	94,8%
<i>dont FMI</i>	44,0	36,5	82,9%	39,9	40,1	100,5%
<i>AFD (C2D)</i>	73,8	73,8	100,0%	73,8	73,8	100,0%
Financement extérieur	303,0	256,8	84,7%	349,7	359,5	102,8%
<i>Dons-projets</i>	123,3	113,7	92,2%	108,6	96,0	88,4%
<i>Emprunts-projets</i>	170,7	134,1	78,6%	241,1	257,5	106,8%
<i>Dons-programmes</i>	9,0	9,0	100,0%	0,0	6,0	
Opérations de trésorerie	39,8	37,9	95,1%	57,0	56,7	99,6%
Recettes affectées au remboursement de crédits de TVA	31,7	31,7	100,0%	50,2	50,2	100,0%
TVA secteur électricité	8,1	6,1	75,9%	6,8	6,6	96,3%
Total Ressources	2 086,2	2 279,3	109,3%	2 873,2	2 873,0	100,0%

Source : DGBF-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2015



Sources : DGBF-DGTCP-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires s'établissent à 2 816,2 milliards en ligne avec les prévisions. Ces réalisations sont constituées à 83,2% de ressources intérieures et à 16,8% de ressources extérieures.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures, comprenant les recettes fiscales et non fiscales ainsi que les emprunts sur les marchés monétaire et financier, ont été mobilisées à hauteur de 2 342,8 milliards contre un objectif de 2 346,5 milliards, soit un écart négatif de 3,6 milliards.

➤ Recettes fiscales

Les recettes fiscales constituant 58,9% des réalisations de ressources intérieures, ont été recouvrées à hauteur de **1 380,8** milliards contre un objectif de **1 329,6** milliards, soit un taux de réalisation de **103,9%**.

Ce bon niveau de recouvrement des recettes fiscales est principalement lié aux performances enregistrées dans la collecte des revenus de pétrole, des impôts

fonciers, des taxes sur les marchandises générales à l'importation, des droits d'enregistrement café-cacao, de la taxe sur les produits pétroliers et de la taxe à l'exportation (DUS).

Les revenus de pétrole, non initialement attendus à fin juin 2015, se sont situés à 22,6 milliards. Ce montant résulte de la prise en compte des opérations de compensations portant sur les reliquats de revenus issus des enlèvements de pétrole brut de 2011 (3,8 milliards) et de 2014 (18,8 milliards).

L'impôt foncier, a été recouvré à 6,7 milliards contre des prévisions de 5,4 milliards. Ce bon résultat s'explique par la mise en œuvre d'une stratégie ayant permis d'améliorer le taux de distribution des avis d'imposition (80% à fin juin 2015 contre 66% à la même période de 2014), ainsi que le taux de recouvrement des émissions (40% au 1^{er} semestre 2015 contre 38% à la même période de 2014).

S'agissant des **droits d'enregistrement café-cacao**, ils se sont établis à 35,6 milliards contre un objectif de 29 milliards, soit un surplus de 6,6 milliards. Ce résultat est imputable à la hausse des quantités de cacao soumis à l'enregistrement (+179 000 tonnes de plus que prévus). Ce niveau de recouvrement est également lié à la révision du barème qui a conduit à un relèvement du taux du droit d'enregistrement en 2015 (de 3% d'octobre 2014 à mars 2015 à 3,32% depuis le mois d'avril 2015).

La taxe sur les produits pétroliers s'est établie à 131 milliards, en dépassement de l'objectif de 27,5 milliards. Ce résultat est lié à une évolution des cours internationaux plus favorable par rapport à l'hypothèse de projection, malgré des réalisations en volume inférieures aux prévisions.

Concernant **les taxes à l'exportation (DUS)**, elles sont ressorties à 204,4 milliards avec un écart positif de 7,9 milliards, en raison des exportations de cacao (fèves et transformés) plus importantes que les prévisions (+ 108 212 tonnes).

Toutefois, l'effet de ces performances a été atténué par le faible niveau de recouvrement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) domestique et de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) hors pétrole.

En effet, la **TVA** intérieure a été recouverte à hauteur de 128,9 milliards pour des prévisions de 139,2 milliards, enregistrant un gap de 10,2 milliards. Cette contre-performance est due, d'une part, à l'impact plus important que prévu des exonérations qui progressent de 10,3 milliards (39 milliards à fin juin 2015 contre 28,7 milliards à fin juin 2014), soit 36% par rapport à la même période de 2014 et contre une hausse nette de la TVA de 9,7% et, d'autre part, par le niveau plus important que prévu des remboursements de crédits de TVA (22,6 milliards de remboursements imputés à la DGI contre 15,8 milliards projetés, soit un écart de 6,8 milliards).

Quant à l'impôt **BIC hors pétrole**, il a été recouvré à hauteur de 151,5 milliards contre des prévisions de 161,8 milliards, soit 10,3 milliards de moins que prévu. Ce gap est lié principalement aux difficultés économiques dans certains secteurs d'activité tels que les secteurs du caoutchouc et du palmier à huile (baisse des cours). En effet l'impôt BIC déclaré en 2015 par les opérateurs économiques de ces secteurs a baissé d'environ 7 milliards par rapport aux déclarations de 2014.

➤ Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales se sont situées à 67 milliards pour une prévision de 38,7 milliards, dégageant un surplus de 28,3 milliards. Cet écart positif est lié :

- au recouvrement d'arriérés de dividendes 2014 de la PETROCI à hauteur de 12,8 milliards par voix de compensation avec le secteur énergie au mois de juin ;
- à la contrepartie de l'exécution de dépenses sur le Fonds d'investissement en Milieu Rural (FIMR) pour 8,6 milliards non attendus à fin juin 2015 ;
- aux revenus du domaine de 17,8 milliards contre 10,3 milliards prévus en liaison notamment au paiement non prévu en avril de 5 milliards suite à la conclusion du contrat de concession de l'assistance en escale à l'aéroport d'Abidjan accordé à la société NAS IVOIRE) ;
- aux paiements de dividendes pour 2,4 milliards non prévus sur la période et provenant principalement de la CIE (1,1 milliard), la BIAO (0,8 milliard) et la Tropical Ruber Côte d'Ivoire (0,3 milliard) ;
- aux bonus de signature à hauteur de 16,9 milliards contre 15 milliards prévus ;
- et aux redevances de téléphonie cellulaire qui enregistrent 1,4 milliard de recouvrement non initialement attendu au premier semestre et portant sur des recouvrements d'arriérés auprès des sociétés KOZ (0,9 milliard) et Green (0,5 milliard) ;

Le niveau de recouvrement des recettes non fiscales comprend également les recettes de services pour 6,8 milliards contre 8,3 milliards prévus, et comprenant essentiellement les droits et frais administratifs (5,4 milliards) et la redevance LONACI (0,5 milliard).

➤ Emissions de titres d'Etat

Les mobilisations de l'Etat sur les marchés monétaire et financier se chiffrent à 895 milliards. Cette réalisation intègre 584,8 milliards d'Eurobonds contre 572,1 milliards programmés. Elle comprend également 164,6 milliards de bons et obligations du Trésor contre 286,1 milliards initialement prévus et 145,6 milliards d'emprunts obligataires contre 120 milliards programmés, et comprenant l'encaissement d'un reliquat de 12,3 milliards au titre de l'emprunt TPCI de décembre 2014.

1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** s'élèvent à 473,4 milliards pour un objectif de 469,8 milliards, soit un excédent de 3,7 milliards. Ces ressources intègrent les tirages sur les emprunts-projets, les dons-projets et les dons-programmes ainsi que les appuis budgétaires.

Les tirages sur **emprunts-projets** s'établissent à 257,5 milliards contre 241,1 milliards prévus, soit un taux de mobilisation de **106,8%**. Ils sont principalement issus des bailleurs suivants :

- **Eximbank Chine** : 150,9 milliards dont 105 milliards pour le projet développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire, 34,6 milliards pour le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubéré et 11,2 milliards en faveur de l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam ;
- **BOAD** : 36,4 milliards essentiellement au titre des activités du programme de renforcement du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire (28 milliards), du projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards), de l'aménagement de la route Bouna-Doropo-frontière Burkina (4,2 milliards) et de la construction du pont de Jacqueville (1,7 milliard) ;
- **Banque Africaine de Développement (BAD)** : 13,5 milliards pour le financement du projet du pôle agro-industriel ;
- **Banque Islamique de Développement** : 9,3 milliards dont 5,4 milliards dans le cadre du Programme National de Développement Communautaire (PNDC), 2 milliards pour le projet de reconstruction du lycée professionnel d'Odienné et 1,1 milliard pour le projet d'aménagement hydro-agricole des régions du fromager et du haut Sassandra ;
- **Gouvernement Chinois** : 4 milliards pour la réhabilitation du Palais de la Culture d'Abidjan;
- **Eximbank-Inde** : 2,2 milliards pour le programme de production de riz en Côte d'Ivoire;
- **BADEA** : 1,9 milliard pour le projet d'alimentation en eau potable du nord-est de la ville d'Abidjan ;

Les **dons-projets** ont été exécutés à hauteur de 96 milliards contre un objectif de 108,6 milliards, soit un taux de réalisation de **88,4%**. Les tirages sur les dons-projets proviennent notamment des bailleurs ci-après :

- **IDA** : 24,8 milliards dont 16,4 milliards au titre du projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos et 8,3 milliards pour le Projet Renaissance Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRI-CI) ;
- **Banque Africaine de Développement** : 23 milliards dont 15,1 milliards au titre du projet d'interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Libéria-Sierra Leone-Guinée, 4,9 milliards au titre de l'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Duablin et 2,1 milliards pour l'appui à l'organisation des assemblées annuelles de la BAD à Abidjan ;
- **Union Européenne** : 17,4 milliards dont 10,3 milliards pour l'accompagnement du secteur banane, 4,9 milliards pour la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire et 2 milliards au titre de la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé/Elibu ;
- **Banque Mondiale** : 16,2 milliards dont 7,6 milliards au titre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) ainsi que 6 milliards au projet d'urgence d'appui à l'éducation de base ;

- **Fond International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA)** : 4,3 milliards dont 3,9 milliards au titre de l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM-Bouaké) ;
- **GIZ** : 3,8 milliards essentiellement consacrés à la promotion des filières agricoles et de la biodiversité (3,7 milliards) ;

Les **dons-programmes** ont été mobilisés à hauteur de 6 milliards dans le cadre des activités du Programme d'Assistance Post-Crise financé par la Banque Mondiale.

Par ailleurs, des **appuis budgétaires** d'un montant total de 113,9 milliards ont été obtenus auprès du Fonds Monétaire International (40,1 milliards) et de l'Agence Française de Développement (73,8 milliards), dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires, 56,7 milliards ont été mobilisés au titre des opérations de trésorerie et portent sur :

- 50,2 milliards de ressources affectées au remboursement de crédits de TVA;
- 6,6 milliards de recettes de TVA à reverser au secteur électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution du budget par types de dépenses

L'exécution des dépenses à fin juin 2015 s'est établie à 2 571,6 milliards pour un objectif de 2 457,9 milliards, soit un taux d'exécution de **104,6%** contre **96,9%** à fin juin 2014 et 97,4% à fin juin 2013. Par rapport aux dépenses totales de l'année, le taux d'exécution est de **50,6%** contre 50,3% à fin juin 2014 et 40,6% à fin juin 2013.

Les dépenses exécutées sont en dépassement par rapport aux prévisions en raison principalement des remboursements effectués par anticipation au titre de la dette titrisée de la SIR, des subventions versées aux écoles privées ainsi que des investissements d'intérêt national réalisés sur ressources intérieures au-delà des montants initialement programmés à fin juin 2015.

Ces dépenses comprennent 2 514,9 milliards de dépenses budgétaires (97,8% des dépenses totales) et 56,7 milliards d'opérations de trésorerie (2,2% des dépenses totales).

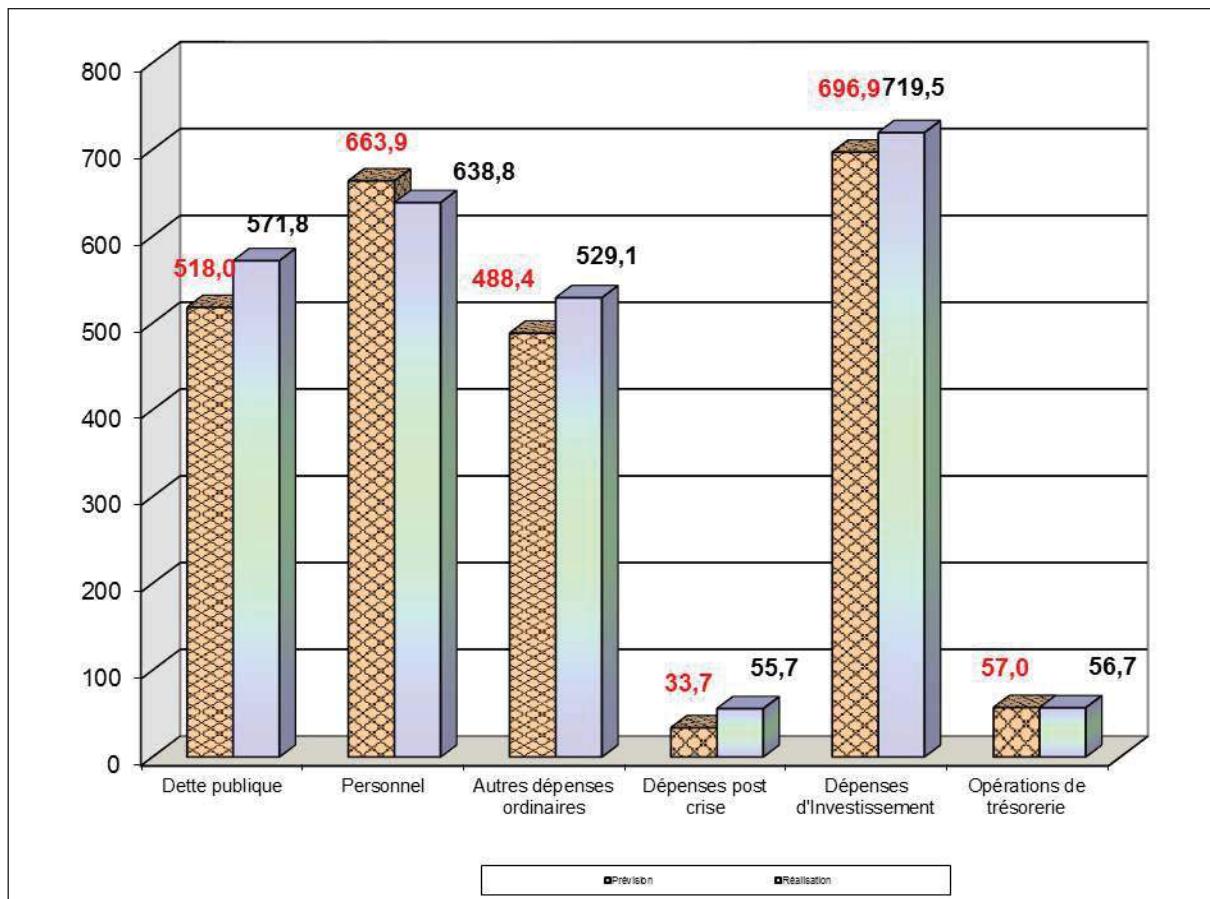
Tableau 2 : Situation des dépenses par types à fin juin 2015

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin juin 2014			Fin juin 2015		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation
Dépenses budgétaires	2 163,6	2 097,2	96,9%	2 400,9	2 514,9	104,7%
Dette publique	566,2	608,1	107,4%	518,0	571,8	110,4%
Dette intérieure	410,7	445,5	108,5%	300,0	352,5	117,5%
Dette extérieure	155,5	162,6	104,6%	218,0	219,3	100,6%
Dépenses ordinaires	962,9	902,0	93,7%	1 152,3	1 167,9	101,4%
Personnel	586,5	582,1	99,3%	663,9	638,8	96,2%
Abonnement	24,6	24,3	99,1%	31,2	31,1	99,7%
Subventions et transferts	172,6	123,0	71,2%	167,3	214,2	128,0%
Autres dépenses de fonctionnement	179,3	172,5	96,2%	289,8	283,9	97,9%
Dépenses de sortie de crise	28,3	28,3	100,0%	33,7	55,7	165,1%
Dépenses financées sur ressources intérieures	19,3	19,3	100,0%	28,0	49,7	177,3%
Dépenses financées par les Bailleurs	9,0	9,0	100,0%	5,7	6,0	105,3%
Dépenses d'investissement	606,3	559,0	92,2%	696,9	719,5	103,2%
Investissements financés sur ressources intérieures	312,3	311,2	99,6%	347,2	365,9	105,4%
Investissements financés par emprunts et dons	294,0	247,8	84,3%	349,7	353,5	101,1%
Opérations de trésorerie	39,8	37,7	94,7%	57,0	56,7	99,6%
Remboursement de crédits de TVA	31,7	31,7	100,0%	50,2	50,2	100,0%
Reversement de TVA au secteur électrique	8,1	6,0	74,2%	6,8	6,6	96,3%
TOTAL DEPENSES	2 203,5	2 135,0	96,9%	2 457,9	2 571,6	104,6%

Source : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2015



Source : DGBF

2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à 2 400,9 milliards à fin juin 2015, les dépenses budgétaires ont été exécutées à 2 514,9 milliards correspondant à un taux d'exécution de **104,7%** contre 96,9% à fin juin 2014. Elles ont été exécutées essentiellement à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (92,4%). Toutefois, certaines dépenses ont été réalisées par la procédure d'avances de trésorerie (7,6%).

Les dépenses effectuées à travers le SIGFiP s'élèvent à 2 323,4 milliards. Elles comprennent :

- le service de la dette publique (571,8 milliards) ;
- les dépenses de personnel (633,5 milliards) ;
- les dépenses d'abonnement (31,1 milliards) ;
- les subventions et transferts (202,8 milliards) ;
- les autres dépenses de fonctionnement (141,5 milliards) ;
- les dépenses d'investissement (708,8 milliards) ;
- les dépenses post-crise (34 milliards).

Les **dépenses exécutées sous forme d'avances de trésorerie et en cours de régularisation** s'élèvent à 191,5 milliards contre 110,4 milliards à fin juin 2014. Elles

sont composées principalement des dépenses de fonctionnement pour 153,8 milliards, des dépenses d'investissement à hauteur de 10,7 milliards et des dépenses post-crise (21,7 milliards).

La répartition par grandes natures des dépenses exécutées se présente comme suit :

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à 571,8 milliards contre 518 milliards prévus, soit un surplus de 53,8 milliards. Le service de la dette publique se répartit entre la dette intérieure pour 61,6% et la dette extérieure pour 38,4%.

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 352,5 milliards contre 300 milliards initialement prévus, soit un paiement supplémentaire de 52,5 milliards, lié principalement au remboursement, par anticipation, des titres dus à la SIR (53,5 milliards).

Le niveau de règlement de la dette intérieure comprend également le remboursement des bons du Trésor (101,3 milliards), des obligations du Trésor (60,4 milliards), des emprunts obligataires (59,4 milliards), de la dette titrisée de la CNPS (12,4 milliards), des créances du groupe PFO (17,4 milliards) et des allocations spéciales de DTS (Droits de Tirages Spéciaux) de la BCEAO (18,6 milliards).

Quant au service de **la dette extérieure**, le règlement s'est situé à 219,3 milliards contre une prévision de 218,0 milliards.

Le service a porté principalement sur le règlement des échéances des créanciers membres du Club de Paris (100,3 milliards), des intérêts des Eurobonds 2014 et 2015 (53,6 milliards), du FMI (14,3 milliards) ainsi que des commissions et honoraires (14,2 milliards). Il intègre également 12,5 milliards de souscription au capital d'Institutions Internationales dont 10,7 milliards pour la BAD et 1,1 milliard pour la BIRD.

➤ Dépenses de personnel

Les **charges de personnel** se sont établies à fin juin 2015 à 638,8 milliards pour une prévision de 663,9 milliards, soit une sous-consommation de 25,1 milliards expliquée essentiellement par :

- le retard dans la mise en œuvre de la promotion à titre exceptionnel au grade A5 et supérieurs pour un montant de 2,7 milliards à fin juin ;
- le retard dans l'acheminement à la Solde des dossiers des agents nouvellement recrutés au titre de l'année 2015 (pour un montant non exécuté d'environ 13,5 milliards) ainsi que de premiers mandatements des agents des Eaux et Forêts et des Impôts recrutés en 2014 (montant de 4,9 milliards non exécuté);
- la rétention du salaire de 9 979 agents, pour motif de grève, au mois d'avril 2015 d'un montant de 2,1 milliards FCFA.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- le salaire des fonctionnaires (432,4 milliards) ;
- la solde de la police (39,1 milliards) ;
- la solde des militaires (73,2 milliards) ;

- les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (55 milliards) ;
- les salaires du personnel des institutions (21,2 milliards) ;
- les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards) ;
- la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (14,8 milliards).

Il faut noter que le montant des dépenses de personnel comprend le coût du déblocage qui s'élève à 19,3 milliards.

➤ Dépenses d'abonnement

Les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone s'élèvent à 31,1 milliards en ligne avec les prévisions. Ce niveau d'exécution se décompose en consommation d'électricité (22 milliards), d'eau (4,2 milliards) et de téléphone (4,9 milliards).

➤ Subventions et transferts

Les subventions et transferts se sont situés à 214,2 milliards contre 167,3 milliards prévus, en dépassement de 46,8 milliards, lié essentiellement à la subvention au profit des écoles privées qui enregistre un dépassement de 47,6 milliards.

Ce niveau d'exécution comprend principalement :

- la subvention aux écoles privées (77,6 milliards contre 30 milliards prévus) ;
- le soutien à l'utilisation du HVO (28 milliards) ;
- la subvention aux Etablissements Publics Nationaux (34,2 milliards) ;
- les bourses et kits scolaires (23,5 milliards) ;
- la subvention au secteur électricité (4,4 milliards).

➤ Autres dépenses de fonctionnement

Les autres dépenses de fonctionnement se sont situées à 283,9 milliards contre un objectif de 289,8 milliards. Ces dépenses couvrent les dépenses sociales ciblées, les dépenses de carburant de l'armée et le fonctionnement courant des services.

Les dépenses sociales ciblées prévues à 2,1 milliards, ont été exécutées à 3 milliards et ont porté sur le soutien des prix des médicaments et des vaccins destinés au grand public.

Les dépenses de carburant de l'armée se sont situées à 29,7 milliards contre 25,4 milliards prévus. Elles comprennent 22,4 milliards de dépenses au titre des consommations des années antérieures.

Les dépenses effectuées au titre du **fonctionnement courant des services**, s'élèvent à 251,2 milliards en deçà de l'objectif de 262,3 milliards grâce à la mise en œuvre rigoureuse de la régulation budgétaire.

➤ Dépenses d'investissement

Les **dépenses d'investissement (hors dépenses post-crise)** ont été exécutées à hauteur de 719,5 milliards à fin juin 2015 contre un objectif programmé à 696,9 milliards, soit un taux d'exécution de **103,2%** (contre **92,2%** à fin juin 2014 et **86,9%** à fin juin 2013). Ces dépenses ont été financées à 50,9% sur les ressources intérieures et à 49,1% par des concours extérieurs.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées s'élèvent à 365,9 milliards, représentant **105,4%** de l'objectif du programme fixé à 347,2 milliards. Le dépassement de 18,7 milliards est essentiellement en rapport avec les investissements réalisés au titre du FIMR (8,6 milliards) et les travaux de réhabilitation et d'extension des universités, non initialement prévues dans l'objectif à fin juin. Il s'agit de l'extension de l'Université de Korhogo (6,7 milliards), de la construction de l'Université de Man (8,8 milliards), de la réhabilitation de l'Université de Cocody (9,9 milliards) et de l'extension de l'université de Daloa (2,1 milliards). Le dépassement s'explique également par l'exécution plus élevée que prévue du programme d'investissement FER (26,3 milliards contre 18,7 milliards prévus).

Le niveau de réalisation comprend, entre autres, les dépenses exécutées dans le cadre du Programme Présidentiel d'Urgence (62,7 milliards), les projets C2D (50,6 milliards), de l'aménagement du barrage de Soubré (19,8 milliards), de la construction du 3^{ème} pont (9,7 milliards) et la poursuite de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle (10 milliards).

Au titre du **financement extérieur**, l'objectif attendu à 349,7 milliards a été réalisé à hauteur de 353,5 milliards correspondant à un taux d'exécution de **101,1%**. Ce niveau d'exécution comprend 257,5 milliards au titre des emprunts projets et 96 milliards pour les dons-projets.

Les **emprunts-projets** réalisés à 257,5 milliards, enregistrent un taux d'exécution de **106,8%** par rapport à l'objectif fixé à 241,1 milliards. Ce taux s'explique par le bon niveau d'exécution de certains projets notamment le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (105 milliards), le projet d'appui au programme de reconstruction des infrastructures en zone CNO (10,7 milliards non initialement prévus), l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (34,6 milliards), le renforcement du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire (28 milliards), le programme national de développement communautaire (5,4 milliards), la modernisation et l'extension de l'aérogare fret de l'aéroport d'Abidjan (6,6 milliards) et le projet d'amélioration des services de cardiologie de Bouaké (4,8 milliards).

Le niveau d'exécution des emprunts projet comprend également la réhabilitation du Palais de la Culture (4 milliards), la réalisation des VRD pour logements sociaux (8,3 milliards), l'aménagement de la route Bouna-Doropo- Frontière Burkina (4,2 milliards), l'aménagement de l'autoroute Abidjan -Grand-Bassam (11,3 milliards), le projet de Pôle Agro-industriel (13,3 milliards), le projet aménagement Zone franche technologique Grand Bassam (8,4 milliards).

Concernant les **dons-projets**, le niveau d'exécution s'est établi à 96 milliards pour un objectif de 108,6 milliards, soit un taux de **88,4%**. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par le retard dans le démarrage d'importants projets notamment le

programme de restructuration et de mise à niveau des industries (23,5 milliards prévus annuellement), l'aménagement du pont de la Comoé (15 milliards), la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA (14,4 milliards), le projet de mise en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale (10 milliards).

Le niveau d'exécution des dons-projets porte principalement sur le projet de facilitation commerce transport corridor Abidjan-Lagos (16,4 milliards exécutés à fin juin), le projet d'interconnexion électricité Côte d'Ivoire - Libéria - Sierra Leone – Guinée (15,1 milliards), la mesure d'accompagnement au secteur banane (10,3 milliards), le projet d'urgence d'appui à l'éducation de base (5,8 milliards) et le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (8,3 milliards), l'appui à la réforme et à la modernisation du système judiciaire et pénitencier (4,9 milliards), le programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (7,7 milliards), l'appui aux infrastructures agricoles de l'Indenié-Djuablin (3,2 milliards), la promotion des filières agricoles et biodiversités (3,2 milliards).

➤ Dépenses post-crise

Les dépenses post-crise ont été exécutées pour un montant de 55,7 milliards contre une prévision de 33,7 milliards lié à l'intensification des activités du Conseil National de Sécurité. Ce niveau d'exécution intègre les dépenses réalisées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité (24,1 milliards). Les dépenses exécutées concernent également les opérations effectuées par l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (9,4 milliards) ainsi que le programme d'assistance post-crise (6,3 milliards).

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie ont été effectuées pour un montant de 56,7 milliards. Elles concernent le remboursement de crédits de TVA (50,2 milliards) et le versement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité (6,6 milliards).

2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses post-crise) se sont élevées à **719,5** milliards, correspondant à un taux d'exécution à fin juin de **48%** par rapport aux dotations annuelles. **Bien qu'en deçà de l'objectif de 50%, ce taux ressort supérieur au niveau d'exécution de 44,9% enregistré à fin juin 2014.**

L'exécution hors SIGFiP de certains projets financés notamment sur dons explique en grande partie ce taux inférieur à l'objectif de 50%.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministères et Institutions à fin juin 2015

(En FCFA)

Ministères/Institutions	Dotation 2015 (budget actuel) (A)	Dotation 2015 (budget actuel ajusté) ¹ (B)	Exécution SIGFiP (C)	Taux d'exécution SIGFiP D=C/A	Exécution fin juin 2015 (y/c avances)	Taux d'exécution y/c avances	
						Base budget actuel	Base budget actuel ajusté
60 Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Exterior	6 433 014 691	6 433 014 691	11 785 309	0,2%	11 785 309	0,2%	0,2%
42 Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	2 263 528 160	2 263 528 160	17 834 694	0,8%	17 834 694	0,8%	0,8%
38 Ministère de l'Industrie et des Mines	27 159 993 000	2 950 000 000	1 140 000 000	4,2%	1 140 000 000	4,2%	38,6%
49 Ministère délégué auprès de la Présidence de la République, chargé de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	3 150 000 000	3 150 000 000	158 100 381	5,0%	158 100 381	5,0%	5,0%
51 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4 634 859 543	4 275 159 543	432 023 633	9,3%	432 023 633	9,3%	10,1%
31 Ministère des Eaux et Forêts	1 350 962 000	1 350 962 000	149 758 835	11,1%	149 758 835	11,1%	11,1%
15 Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	15 693 199 293	15 693 199 293	1 535 492 204	9,8%	1 765 492 204	11,3%	11,3%
16 Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	1 803 574 887	1 803 574 887	238 396 681	13,2%	238 396 681	13,2%	13,2%
40 Ministère des Transports	66 851 530 000	66 851 530 000	13 322 430 000	19,9%	13 322 430 000	19,9%	19,9%
19 Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	53 345 785 696	53 345 785 696	12 371 525 891	23,2%	12 371 525 891	23,2%	23,2%
24 Ministère de la Santé et de la Lutte contre le sida	98 388 323 967	68 554 401 761	23 333 312 005	23,7%	23 733 312 005	24,1%	34,6%
21 Ministère des Infrastructures Economiques	340 368 828 322	340 368 828 322	95 262 438 085	28,0%	95 736 327 135	28,1%	28,1%
30 Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	207 978 380 929	128 634 900 721	69 554 269 124	33,4%	69 554 269 124	33,4%	54,1%
12 Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	56 612 270 226	56 612 270 226	19 616 124 582	34,6%	19 761 195 120	34,9%	34,9%
59 Ministère de l'Entreprenariat National, de la Promotion des PME et de l'Artisanat	4 418 000 000	4 418 000 000	1 404 000 000	31,8%	1 799 000 000	40,7%	40,7%
39 Ministère du Tourisme	1 153 556 600	1 153 556 600	475 000 000	41,2%	475 000 000	41,2%	41,2%
74 Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	29 216 246 194	29 216 246 194	12 280 082 759	42,0%	12 280 082 759	42,0%	42,0%
22 Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	46 715 204 084	42 926 704 084	20 836 948 402	44,6%	20 836 948 402	44,6%	50,3%
28 Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	9 353 675 000	8 778 675 000	4 182 572 266	44,7%	4 182 572 266	44,7%	47,6%
29 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	5 605 944 069	5 605 944 069	2 677 972 035	47,8%	2 677 972 035	47,8%	47,8%
01 Représentation Nationale	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	50,0%	500 000 000	50,0%	50,0%
08 Médiation	73 553 804	73 553 804	36 776 902	50,0%	36 776 902	50,0%	50,0%
11 Commission Electorale Indépendante	800 000 000	800 000 000	400 000 000	50,0%	400 000 000	50,0%	50,0%
47 Cour Suprême	50 000 000	50 000 000	25 000 000	50,0%	25 000 000	50,0%	50,0%
68 Parquet Général	102 000 000	102 000 000	51 000 000	50,0%	51 000 000	50,0%	50,0%
25 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères	8 445 471 846	8 445 471 846	4 299 665 299	50,9%	4 311 341 346	51,0%	51,0%
26 Ministère délégué auprès du Président de la République, charge de la Défense	6 546 150 532	6 546 150 532	3 375 110 414	51,6%	3 375 110 414	51,6%	51,6%
20 Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	18 340 401 021	18 340 401 021	9 983 523 474	54,4%	9 983 523 474	54,4%	54,4%
17 Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	18 368 943 000	18 368 943 000	10 616 255 774	57,8%	10 616 255 774	57,8%	57,8%
18 Ministère de l'Agriculture	82 468 317 568	82 468 317 568	57 591 483 580	69,8%	57 591 483 580	69,8%	69,8%
33 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	33 230 949 896	33 230 949 896	23 238 725 689	69,9%	23 238 725 689	69,9%	69,9%
06 Primature & Service Rattachés	48 553 184 302	48 553 184 302	36 590 334 302	75,4%	36 590 334 302	75,4%	75,4%
35 Ministère de la Culture et de la Francophonie	7 944 920 098	7 944 920 098	6 686 851 461	84,2%	6 686 851 461	84,2%	84,2%
48 Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de Communication	10 247 928 700	10 247 928 700	9 012 427 360 207 108 000	87,9%	9 012 427 360	87,9%	87,9%
14 Ministère du Pétrole et de l'Energie	211 776 000 000	211 776 000 000	000	97,8%	207 108 000 000	97,8%	97,8%
02 Présidence de la République	29 584 274 000	29 584 274 000	24 381 637 000	82,4%	32 029 782 176	108,3%	108,3%
37 Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	475 000 000	475 000 000	124 150 000	26,1%	518 664 000	109,2%	109,2%
27 Ministère de la Communication	1 252 964 871	1 252 964 871	819 982 515	65,4%	1 838 543 070	146,7%	146,7%
Investissement comptes spéciaux (FIMR, FER)	37 800 000 000	37 800 000 000	34 915 338 223	92,4%	34 915 338 223	92,4%	92,4%
Total	1 499 556 936 299	1 359 979 840 885	708 756 328 879	47,3%	719 473 184 245	48%	52,9%

Source : DGBF

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes et pour lesquels les ministères n'ont pas les informations pour procéder aux régularisations.

2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin juin 2015, se répartissent selon les fonctions principales ci-après :

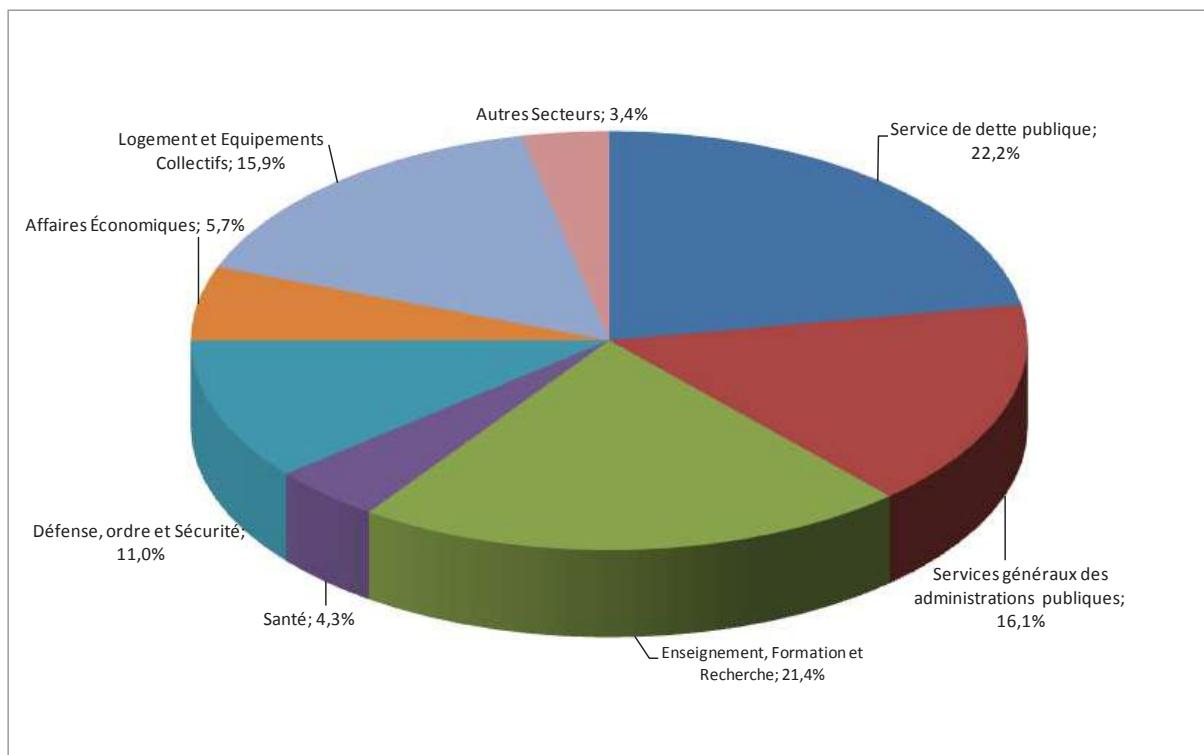
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grandes fonctions à fin juin 2015

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions de Dépenses	Budget actuel	Exécution fin juin	
		TOTAL	Taux d'exécution
Service de dette publique	1 213,3	571,8	47,1%
Services généraux des administrations publiques	793,6	415,4	52,3%
<i>dont Institutions</i>	141,3	124,7	88,3%
- <i>Services Economiques et Financiers</i>	148,1	78,5	53,0%
- <i>Autres Services Généraux</i>	504,2	212,2	42,1%
Enseignement, Formation et Recherche	1 046,4	549,7	52,5%
Santé	295,8	110,3	37,3%
Affaires Économiques	296,6	146,8	49,5%
Défense, ordre et sécurité	449,2	282,1	62,8%
Logement et Equipements Collectifs	798,8	409,1	51,2%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	192,5	86,4	44,9%
TOTAL GENERAL	5 086,1	2 571,6	50,6%

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

Graphique 3 : Répartition des dépenses exécutées par grandes fonctions à fin juin 2015



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

Le **service de la dette publique** a été exécuté à hauteur de 571,8 milliards comprenant 352,5 milliards de dette intérieure et 219,3 milliards de dette extérieure.

Les dépenses des **services généraux des administrations publiques** s'élèvent à 415,4 milliards, soit 16,1% des dépenses totales exécutées. Elles intègrent 124,7 milliards au titre des opérations menées par les **Institutions**, 78,5 milliards pour les dépenses des **services économiques et financiers** et 212,2 milliards pour les **autres services généraux**.

Au niveau du secteur de la **formation, de l'enseignement et de la recherche**, les dépenses exécutées à fin juin 2015 s'élèvent à 549,7 milliards. Ce montant intègre toutes les dépenses en faveur du secteur Education-Formation (Enseignement, Formation et Recherche) indépendamment des ministères qui les exécutent. Il prend en compte notamment les dépenses de l'enseignement de base (162,5 milliards), de l'enseignement secondaire (187,3 milliards), de l'enseignement supérieur (96,2 milliards), de l'enseignement technique et professionnel (39,7 milliards), de la recherche (13 milliards) et de la formation continue (9,3 milliards). Ces dépenses représentent un taux d'exécution de 52,5% par rapport à la dotation annuelle et 21,4% des dépenses totales exécutées.

Les dépenses du secteur de **la santé** s'élèvent à 110,3 milliards avec un taux d'exécution de 37,3%. En plus des charges de personnel de santé (52,6 milliards), ce montant comprend notamment, les dépenses effectuées au titre des CHU et centres de santé spécialisés (24,7 milliards), la formation des agents de santé (8,3 milliards), l'acquisition des médicaments et matériels biomédicaux (3,9 milliards).

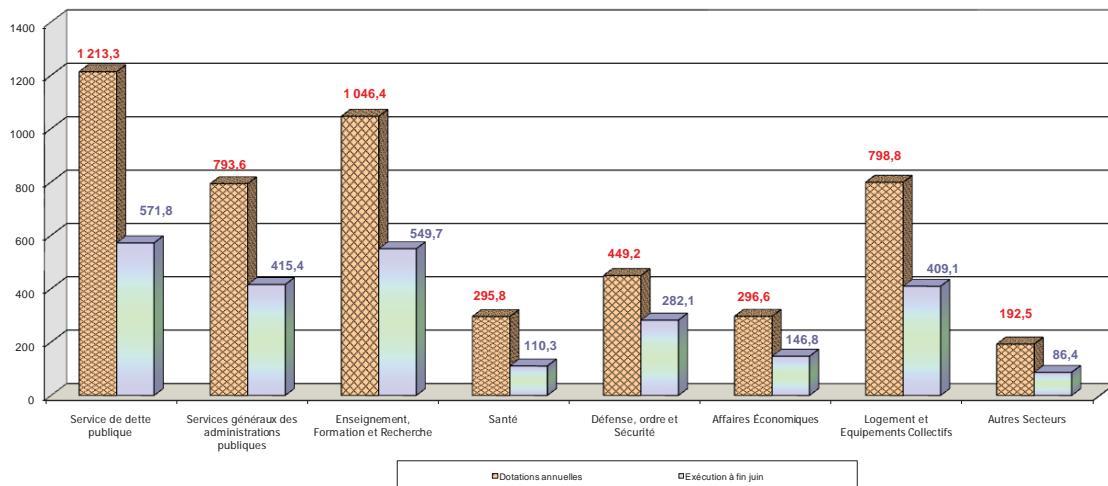
Les dépenses exécutées dans le secteur **des affaires économiques** s'établissent à 146,4 milliards, soit un taux d'exécution de 49,4%. Ces dépenses concernent principalement le développement des activités végétales et halieutiques (84,7 milliards), des transports et des télécommunications (40,6 milliards). Elles comprennent également le soutien aux activités économiques telles que le commerce, l'hôtellerie et l'artisanat (19,8 milliards).

Les dépenses des services chargés de **la défense du territoire, et du maintien de l'ordre public**, se chiffrent à 282,1 milliards, soit un taux d'exécution de 62,8%. Elles comprennent notamment les activités des services militaires (41,7 milliards), de la gendarmerie (28,1 milliards), de la police (70,7 milliards), et de la justice (30,8 milliards).

Les dépenses effectuées pour la construction de **logements et équipements collectifs** s'élèvent à 409,1 milliards représentant 15,9% des dépenses totales pour un taux d'exécution de 51,2% par rapport à la dotation annuelle. Ces dépenses concernent notamment l'électrification (253,9 milliards), l'alimentation en eau des populations (14,2 milliards) et les infrastructures routières (45,5 milliards).

Les dépenses réalisées au titre des autres secteurs (**protection de l'environnement, protection sociale, loisirs, culture et culte**) sont de 86,4 milliards, soit un taux d'exécution de 44,9%.

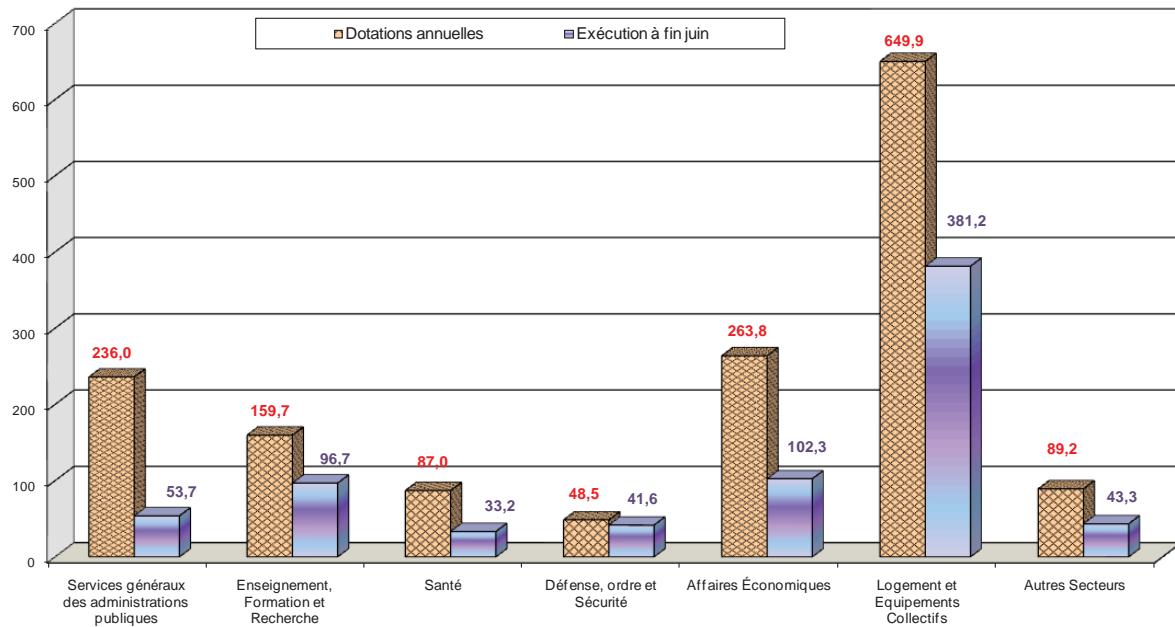
Graphique 4 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grandes fonctions à fin juin 2015



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** par grandes fonctions y compris les dépenses post-crise, s'établissent globalement à 752 milliards. Elles portent entre autres sur les logements et équipements collectifs (381,2 milliards), les affaires économiques (102,3 milliards), l'enseignement, la formation et la recherche (96,7 milliards). Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grandes fonctions.

Graphique 5: Dépenses d'investissement par grandes fonctions à fin juin 2015



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

2.4 Analyse des dépenses pro-pauvres

Les dépenses exécutées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la réduction des disparités sociales se sont établies à la fin du premier semestre 2015 à **865,5** milliards pour un objectif plancher de **763,3** milliards.

Ce bon résultat est en rapport avec l'exécution plus importante que prévue des dépenses de certains secteurs, notamment l'agriculture, les routes et ouvrages d'art, l'eau, l'assainissement et l'énergie en liaison avec les dispositions de suivi des projets.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2015

Domaines	Réalisation Juin	En milliards de FCFA		
		2014		2015
		Objectif annuel	Objectif Juin	Réalisation
01 Agriculture et développement rural	80,6	95,1	46,5	71,9
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	3,5	9,0	3,9	3,6
03 Education ²	359,1	954,8	449,6	506,2
04 Santé ³	81	310,1	123,6	118,7
05 Eau et Assainissement	58,1	85,3	37,6	31
06 Energie	30	33,4	18,8	33,7
07 Routes et ouvrages d'art	55,4	117,7	48,4	54,6
08 Affaires Sociales	11,4	23,6	12,7	11,9
09 Décentralisation	24,7	56,1	14,6	24,1
10 Reconstructions et réhabilitations	0,7	20,4	3,8	8,3
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	1,9	10,8	3,7	1,5
TOTAL	706,4	1 716,3	763,3	865,5

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

² Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'éducation-formation qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

³ Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de la santé, qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUÉS

L'analyse des paiements effectués par les comptables publics se résume comme suit :

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par natures de dépenses à fin juin 2015

	Prévisions annuelles	Exécution	Paiements (*)
1 Dette Publique	1 213,3	571,8	571,8
Dette intérieure	827,2	352,5	352,5
Dette extérieure	386,1	219,3	219,3
2 Dépenses Ordinaires	2 267,0	1 247,8	1 079,0
Personnel	1 347,4	638,8	638,8
Subventions et transferts	324,6	214,2	112,5
Autre dépenses ordinaires	594,9	394,9	327,8
3 Dépenses d'Investissement	1 534,1	752,0	335,9
TOTAL GENERAL	5 014,3	2 571,6	1 986,7

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Source : DGBF-DGTCP

3.1 Au titre de la dette publique

Les règlements effectifs des échéances de la dette publique se sont chiffrés à 571,8 milliards dont 352,5 milliards au titre de la dette intérieure comprenant 286,5 milliards de remboursement de capital et 66 milliards d'intérêts. Les règlements sur la dette extérieure se chiffrent à 219,3 milliards dont 140,1 milliards de remboursement de capital et 79,2 milliards d'intérêts.

3.2 Au titre des dépenses ordinaires

3.2.1 Dépenses de personnel

A fin juin, les salaires payés aux fonctionnaires et agents de l'Etat s'élèvent à 638,8 milliards.

3.2.2 Dépenses liées aux transferts et subventions

Les transferts et subventions, au profit des organismes publics et certaines catégories de ménages (écoles privées, Etablissements Publics Nationaux, collectivités décentralisées, représentations à l'étranger, élèves et étudiants au titre de bourses, ...), effectués par les comptables publics se chiffrent à 112,5 milliards.

3.2.3 Autres charges de fonctionnement

Les paiements relatifs aux autres dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses d'abonnement) s'élèvent à 327,8 milliards.

3.3 Au titre des dépenses d'investissement

Les paiements effectués au titre des projets d'investissement y compris les dépenses post-crise sont de 335,9 milliards.

IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau ci-dessous présente les repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Tableau 7 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la FEC à fin juin 2015

Repères indicatifs	(En milliards de FCFA)		
	Fin juin 2015	Réalisation	Objectif
Plafond sur les dépenses par procédures d'avances	74,7	73,7	144,9
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	763,3	865,5	1 716,4
Plancher sur les recettes budgétaires de l'Etat	1 630,5	1710,5	3 448,2

Source : DGBF

4.1 Plafond sur les dépenses par procédures d'avances

Ce repère, selon le Protocole d'Accord Technique, concerne le niveau total des avances consenties hors celles liées aux charges de personnel, au service de la dette publique et aux régies d'avances. A fin juin 2015, le niveau de ces avances s'est situé à 73,7 milliards, en deçà du plafond fixé à 74,7 milliards.

4.2 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin juin 2015, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 865,5 milliards pour un objectif plancher de 763,3 milliards. Ces dépenses enregistrent un taux d'exécution de 113,4%.

4.3 Plancher sur les recettes budgétaires de l'Etat

Le niveau des recettes budgétaires est ressorti au premier semestre à 1 710,5 milliards pour une prévision de 1 630,5 milliards.

⁴ Objectifs arrêtés au terme de la mission FMI de mars 2015

CONCLUSION

A mi-parcours de l'exécution du budget 2015, le niveau de mobilisation des ressources s'est établi au-delà des prévisions. Cette bonne tendance augure de la réalisation des objectifs du programme économique et financier.

En outre, l'effectivité du déblocage des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat et l'accroissement des dépenses d'investissement traduisent la volonté du Gouvernement d'améliorer le bien-être des populations tout en maintenant les charges de fonctionnement dans les limites des objectifs fixés.

Les efforts de recouvrement des ressources et de suivi de la mise en œuvre de la régulation seront poursuivis afin d'assurer l'atteinte des objectifs budgétaires à fin 2015.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution budgétaire au premier semestre 2015, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET**

Abdourahmane CISSE

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Nialé KABA

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2015)

(Données en milliards de francs CFA)

LIBELLE	Budget initial	Objectif	Fin juin	Réalisation	LIBELLE	Budget initial	Objectif	Fin juin	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES (I)	5 014,3	2 816,2	2 816,2	DÉPENSES BUDGETAIRES (I)	5 014,3	2 400,9	2 400,9	2 514,9	
Ressources intérieures				Dette publique	1 213,3	518,0	518,0	571,8	
Recettes fiscales				Dette intérieure	827,2	300,0	300,0	352,5	
DGI	4 025,8	2 342,8	1 380,8	Principal	644,3	231,8	231,8	286,5	
TRESOR	2 783,7	1 329,6	698,9	Intérêts	182,9	68,2	68,2	66,0	
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 485,5	684,7	4,6	Dette extérieure	386,1	218,0	218,0	219,3	
	6,2	3,2	677,3	Principal	270,7	140,3	140,3	140,1	
	1 292,0	641,7		Intérêts	115,4	77,7	77,7	79,2	
Recettes non fiscales	196,0	38,7	67,0	Dépenses ordinaires	2 226,8	1 152,3	1 152,3	1 167,9	
Privatisation et vente d'actifs	8,9	0,0	0,1	Personnel	1 347,4	663,9	663,9	638,8	
Transfert des entreprises	0,6	0,1	0,2	Abonnement	62,5	31,2	31,2	31,1	
Revenus du domaine DGI	20,2	10,3	17,8	Subventions et transferts	324,6	167,3	167,3	214,2	
Licences de télécommunication	105,0	0,0	1,4	don subvention au secteur électricité	16,6	6,7	6,7	4,4	
Intégration ressources additionnelles C2D	14,7	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	492,2	289,8	289,8	283,9	
Fonds d'investissement en milieu rural	9,0	0,0	8,6	Carburant Armée	8,0	25,4	25,4	29,7	
Autres recettes non fiscales	37,4	28,3	38,9	dépenses sociales ciblées	8,5	2,1	2,1	3,0	
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 046,1	978,2	895,0	Prévention maladie à virus Ebola	26,5				
Emprunts obligataires	120,0	120,0	145,6	Charges de fonctionnement des services	449,2				
Bons et obligations du Trésor	286,1	286,1	164,6						
Eurobonds	572,1		584,8	Dépenses post-crise	55,6	33,7	33,7	55,7	
Ressources extérieures	988,5	469,8	473,4	Dépenses d'investissement	1 518,7	696,9	696,9	719,5	
Appuis budgétaires	298,1	120,1	113,9	Financement intérieur	834,0	347,2	347,2	365,9	
FMI	72,0	39,9	40,1	Programme présidentiel d'Urgence	132,0	62,7	62,7	62,7	
Banque Mondiale	40,0	4,9		Construction barrage de Soubié	19,8	19,8	19,8	19,8	
AFD (C2D)	147,6	73,8	73,8	Projets C2D	162,3	66,0	66,0	50,6	
BAD	1,5			Couverte Maladie Universelle (CMU)	10,5	10,5	10,5	10,0	
UE	12,0			Construction 3e pont	11,0	6,0	6,0	9,7	
Autres	25,0			Investissement FIMR	9,0			8,6	
				Financement extérieur	684,7	349,7	349,7	353,5	
				Dons-projets	222,9	108,6	108,6	96,0	
				Emprunts-projets	461,8	241,1	241,1	257,5	
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		57,0	56,7	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		57,0	56,7	56,7	
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		50,2	50,2	Remboursement de crédits de TVA		50,2			
TVA secteur électricité		6,8	6,6	Reversement TVA au secteur électricité		6,8			
TOTAL GENERAL (I) + (II)	5 014,3	2 873,2	2 873,0	TOTAL GENERAL (I) + (II)	5 014,3	2 457,9	2 457,9	2 571,6	

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin juin 2015)

	LIBELLES	FIN JUIN			En milliards de FCFA
		Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES					
DGI		1 329,6	1 380,8	51,2	
Impôts directs		684,7	698,9	14,2	
BIC pétrole et gaz		407,9	413,6	5,8	
- BIC pétrole		20,1	34,3	15,8	
- BIC gaz		0,0	15,8	-1,6	
Autres impôts directs hors pétrole et gaz		20,1	18,5	-1,6	
- BIC hors pétrole		387,8	379,3	-10,2	
- Impôt synthétique et AIRSI		161,8	151,5	-10,2	
Impôts sur revenus et salaires		9,8	9,1	-0,8	
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)		177,2	178,3	1,1	
Impôts fonciers		0,0	0,1	0,1	
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IJC		5,4	6,7	1,3	
Impôts indirects		276,8	285,2	8,4	
TVA (hors part secteur électricité)		139,2	128,9	-10,2	
TPS		19,4	23,6	4,2	
Taxes sur boissons et tabacs		17,3	16,8	-0,5	
Droits d'enregistrement et de timbre		53,5	58,6	5,1	
<i>dont enregistrement café cacao</i>		29,0	35,6	6,5	
Patentes et Licences		5,8	6,4	0,5	
Taxes d'exploitation pétrolière		0,0	6,8	6,8	
Taxe d'exploitation du gaz		8,6	7,9	-0,7	
Taxes sur les télécommunications		21,9	24,3	2,4	
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques		10,0	10,9	0,8	
Taxes sur le caoutchouc		0,0	0,1	0,1	
Taxes sur le profit additionnel minier		0,0	0,0	0,0	
Accises et autres taxes indirectes		1,0	1,0	-0,1	
TRESOR		3,2	4,6	1,4	
Impôts directs		2,6	3,9	1,3	
Impôts sur revenus et salaires		2,6	3,9	1,3	
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)		0,0	0,0	0,0	
Impôts indirects		0,6	0,7	0,1	
RS 10%		0,0	0,0	0,0	
Patentes et licences		0,0	0,0	0,0	
Timbres et vignettes		0,6	0,7	0,1	
Autres indirects		0,0	0,0	0,0	
DGD (hors PCC, PCS et SGS)		641,7	677,3	35,6	
Droits et taxes à l'importation		445,2	472,9	27,7	
Taxes sur produits pétroliers		103,5	131,0	27,5	
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)		341,7	341,9	0,3	
Taxes à l'exportation		196,5	204,4	7,9	

ANNEXE 3 :
SITUATION DES DÉPENSES PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin juin 2015)

Secteurs et fonctions	Budget initial	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G) = (D) + (E) + (F)	(H)	(I) = (E) + (F) + (H)
Service de la dette publique	1 213 285 911 471	1 213 285 911 471	571 811 590 000	571 811 590 000			571 811 590 000		571 811 590 000
-Dette publique intérieure	827 163 329 511	827 163 329 511	352 491 780 000	352 491 780 000			352 491 780 000		352 491 780 000
-Dette publique extérieure	386 122 581 960	386 122 581 960	219 319 810 000	219 319 810 000			219 319 810 000		219 319 810 000
Services généraux des administrations publiques	730 363 984 821	793 568 756 802	305 083 567 586	297 230 699 122	68 019 589 920	50 166 365 331	415 416 654 373	243 280 021 541	361 465 976 792
Institutions	122 164 284 511	141 272 916 966	81 971 834 502	81 971 834 502	42 730 912 581	124 702 747 083	81 799 136 687	124 530 049 268	
Services Généraux	608 199 700 310	652 295 839 836	223 111 733 084	215 258 864 620	25 288 677 339	290 713 907 290	161 480 884 854	236 935 927 524	
Défense	234 527 355 057	275 107 250 976	97 376 514 009	95 391 028 501	84 546 949 604	179 937 978 105	87 019 453 161	171 566 402 765	
Services Sociaux									
Services militaires	106 256 618 667	113 790 358 667	43 065 265 289	41 664 591 309			41 664 591 309		38 214 229 526
Services de gendarmerie	58 224 965 700	58 356 265 700	28 281 210 031	28 090 322 319			28 090 322 319		25 074 054 441
Autres Affaires Militaires	70 045 770 690	102 960 676 609	26 030 038 689	25 636 114 873			110 183 064 477		23 731 169 194
Ordre et Sécurité	180 830 348 296	174 065 937 332	84 321 743 338	81 278 694 714	20 838 361 012	102 117 055 726	73 915 348 542		94 753 709 554
Service de Police	120 879 278 173	117 041 342 054	52 927 915 412	51 253 397 450	19 467 985 888	70 721 383 138	50 602 488 697	70 070 474 385	
Services judiciaires	55 731 709 234	53 585 433 287	30 304 289 324	29 434 892 877	1 370 375 324	30 805 268 201	23 032 007 825	24 402 383 149	
Etablissements Pénitentiers et Education surveillées	4 219 360 889	3 439 161 991	1 089 538 602	590 404 387			590 404 387		280 852 020
Affaires Économiques	371 243 761 529	296 583 511 488	146 720 481 605	143 590 511 669	3 249 626 576	146 840 138 245	58 177 171 779		61 426 798 355
Activités Végétales et Halieutiques	165 127 184 853	103 188 663 751	84 270 779 700	82 742 081 905	2 402 051 256		85 144 133 161	32 494 806 100	34 896 857 356
Activités Minières et Énergétiques	3 690 749 276	4 374 016 198	2 008 118 624	1 283 148 644			1 283 148 644	40 581 610 930	673 919 849
Activités de transport et télécommunication	114 222 281 293	108 126 247 378	40 710 720 036	40 581 610 930				11 592 469 640	
Activités Industrielles et autres Services	88 203 546 107	80 894 584 161	19 730 863 245	18 983 670 190	847 575 320		19 831 245 510	13 415 976 190	14 263 551 510
Protection de l'environnement	68 711 847 311	59 372 824 090	25 554 024 413	24 978 266 741			24 978 266 741	21 530 750 214	
Loyer et Equipements Collectifs	744 026 976 724	798 830 910 293	405 951 077 238	398 731 875 489			409 141 090 506	126 654 363 946	137 063 578 963
Santé	321 891 714 437	295 757 657 637	118 822 534 211	108 236 075 700	2 028 390 436		110 264 466 136	94 828 516 297	96 856 906 733
Loisirs, Culture et Culte	60 441 110 688	56 828 311 074	28 621 290 777	27 823 632 354	8 039 794 889		35 863 427 243	19 378 806 634	27 418 601 523
Enseignement, Formation et Recherche	1 006 325 595 768	1 046 364 671 705	555 764 112 066	548 997 937 404	687 117 381		549 685 054 785	424 829 706 836	425 516 824 217
Protection Sociale	82 687 394 904	76 306 723 650	26 768 837 010	25 333 642 800	222 000 000		25 555 642 800	17 027 066 215	
TOTAL GENERAL	5 014 336 001 006	5 086 072 466 518	2 367 795 772 253	2 323 403 954 494	56 740 365 331	1 914 67 044 835	56 740 365 331	2 571 611 364 660	1 986 660 205 331

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 (suite et fin) :
ETAT DÉTAILLE DES DÉPENSES PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin juin 2015)

Secteurs et fonctions	Budget initial	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
	(A)	(B)	Engagements	Ordonnancements				
	(C)	(D)	(E)	(F)				
Loisirs, Culture et Culte	60 441 110 688	56 828 311 074	28 621 290 777	27 823 632 354	8 039 794 889	35 863 427 243	19 378 806 634	27 418 601 533
Affaires culturelles	22 362 578 930	20 589 524 594	11 231 085 713	11 066 208 307	272 400 000	11 338 608 307	4 045 922 122	4 318 322 122
Affaires Sportives	16 300 983 442	15 775 873 591	6 945 931 259	6 840 045 628	6 601 834 334	13 441 879 962	5 889 581 062	12 501 415 396
Communication	13 132 689 462	12 165 734 311	6 527 166 344	6 067 089 950	1 165 560 555	7 232 650 505	5 645 208 080	6 810 768 635
Autres	8 644 858 854	8 297 178 578	3 917 107 461	3 850 288 469		3 850 288 469	3 788 095 370	3 788 095 370
Enseignement, Formation et Recherche	1 006 325 595 768	1 046 364 671 705	556 764 112 066	548 987 937 404	687 117 381	549 685 054 785	424 829 706 836	425 516 824 217
Enseignement de base	399 431 377 621	404 485 707 055	166 712 861 284	162 418 428 793	70 000 000	162 488 428 793	147 805 719 257	147 875 719 257
Formation continue des adultes	17 297 607 112	16 263 616 467	9 597 100 516	9 319 908 451		9 319 908 451	9 184 327 300	9 184 327 300
Enseignement Secondaire	245 241 939 293	270 499 356 193	188 740 810 528	187 342 209 981		187 342 209 981	131 214 281 814	131 214 281 814
Enseignement Supérieur	160 023 903 038	170 506 687 699	96 817 631 408	96 104 076 932	65 625 000	96 169 701 932	65 663 824 624	65 729 449 624
Enseignement Technique et Professionnelle	78 904 897 139	80 082 850 842	40 218 598 943	39 692 089 725		39 692 089 725	28 450 009 570	28 450 009 570
Recherche	18 277 423 363	17 739 694 649	13 040 607 570	12 977 224 178		12 977 224 178	3 580 498 960	3 580 498 960
Autres	87 148 448 202	86 786 758 800	41 636 501 817	41 143 999 344	551 492 381	41 695 491 725	38 931 045 311	39 482 537 692
Protection Sociale	82 687 394 904	76 306 723 650	26 768 837 010	25 333 642 800	222 000 000	25 555 642 800	17 027 066 215	17 249 066 215
Protection des enfants et handicapés	18 107 439 726	15 374 719 726	586 950 316	350 305 120		350 305 120	38 874 353	38 874 353
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	38 525 571 643	37 555 217 228	11 988 142 108	11 718 807 157		11 718 807 157	11 622 292 304	11 622 292 304
Pension de retraite	3 592 048 566	3 592 048 566	137 114 226	137 114 226		137 114 226	137 114 226	137 114 226
Autres protection sociale	22 462 334 969	19 784 738 130	14 056 630 360	13 127 416 297	222 000 000	13 349 416 297	5 228 785 332	5 450 785 332
TOTAL GENERAL	5 014 336 001 006	5 086 072 466 518	2 367 795 772 253	2 323 403 954 494	191 467 044 835	56 740 365 331	2 571 611 364 660	1 738 452 795 165
								1 986 660 205 331

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS
(Situation à fin juin 2015)

MINISTERES/INSTITUTIONS	Budget initial	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
	(A)	(A)	Engagements	Ordonnements	(E)	(F)	(G) = (D) + (E) + (F)	(H)	(I) = (E) + (F) + (H)
01 REPRESENTATION NATIONALE	21 519 212 377	22 063 475 599	10 510 559 623	10 510 559 623			10 510 559 623	10 510 559 623	10 510 559 623
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	100 382 721 749	119 117 326 986	66 586 934 020	66 586 934 020	41 952 290 371		108 539 224 391	66 321 116 020	108 273 406 391
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 130 998 383	4 050 155 765	1 957 027 810	1 957 027 810			1 957 027 810	1 957 027 810	1 957 027 810
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 608 703 664	1 600 014 255	743 375 059	743 375 059			743 375 059	743 375 059	743 375 059
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHÉS	67 269 942 318	79 620 208 050	55 698 746 156	54 421 936 156	778 622 210		55 200 558 366	26 682 785 917	27 461 408 127
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 521 567 709	2 463 368 028	1 183 520 613	1 183 520 613			1 183 520 613	1 183 520 613	1 183 520 613
08 MEDIATURE	1 566 783 107	1 670 548 064	964 338 769	964 338 769			964 338 769	964 338 769	964 338 769
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	34 185 973 576	33 916 038 781	19 880 742 061	19 880 742 061			19 880 742 061	19 847 330 443	19 847 330 443
12 MINISTÈRE AJPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	1 314 066 604 991	1 314 940 896 427	649 528 563 873	645 222 949 896	11 220 829 820		656 443 779 716	583 402 604 961	594 623 434 781
14 MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	260 502 975 039	292 004 104 050	232 599 175 421	232 534 588 573			239 108 588 573	29 660 523 301	36 234 523 301
15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	180 867 915 784	182 296 050 565	79 747 897 106	77 386 928 264	19 467 985 688		96 854 913 952	75 683 873 510	95 151 859 198
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	17 202 739 064	17 179 024 929	5 820 687 473	5 526 404 653	250 000 000		5 776 404 653	4 464 309 568	4 714 309 568
17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	60 134 195 123	59 383 780 028	31 441 940 516	30 066 537 284	1 370 375 324		31 436 912 588	23 357 416 408	24 727 791 732
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	153 101 512 004	112 779 241 477	85 098 632 720	84 347 510 568	2 002 200 000		86 349 710 568	30 247 764 393	32 249 964 393
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	77 917 919 313	69 995 013 754	19 014 738 884	18 553 885 696	3 361 325 967		21 915 211 663	14 282 719 282	17 644 045 249
20 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	23 785 120 841	26 050 018 037	13 128 691 853	12 877 153 855	2 166 171 992		15 043 325 847	11 569 728 292	13 735 900 284
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES	342 839 079 084	375 871 326 191	104 559 184 508	97 892 795 986	473 889 050		98 366 685 036	52 768 962 668	53 242 851 718
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	667 204 671 921	704 760 253 072	374 333 658 113	367 915 687 413	70 000 000		367 985 687 413	288 328 547 260	288 398 547 260
24 MINISTÈRE DE LA SANITÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	310 520 793 543	302 310 152 886	109 213 924 125	98 692 951 511	2 028 390 436		100 721 341 947	85 324 122 454	87 352 512 890
25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	78 814 644 992	79 033 502 070	38 837 008 094	38 557 258 962	3 883 911 969		42 441 170 931	37 792 860 800	41 676 772 769
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	219 220 439 907	264 751 435 826	92 415 798 621	90 396 948 042	84 546 949 604		174 943 897 646	81 897 311 405	166 444 261 009
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	11 070 732 890	11 012 687 917	4 770 489 227	4 436 788 818	1 165 560 555		5 602 349 373	4 098 596 700	5 264 157 255
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	23 988 919 053	24 694 130 575	9 527 298 106	9 215 149 690	223 900 048		9 439 049 738	7 477 454 224	7 701 354 272
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	22 319 658 997	22 372 168 870	9 679 152 631	9 536 427 677	6 601 834 334		16 138 262 011	8 704 203 112	15 306 037 446

(*) Les paiements correspondant aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 5 (suite et fin) :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(Situation à fin juin 2015)

MINISTÈRES/INSTITUTIONS	Budget initial	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
	(A)	(A)	Engagements	Ordonnements	(E)	(F)	(G) = (D) + (E) + (F)	(H)	(I) = (E) + (F) + (H)
30 MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	506 731 743 866	436 238 762 538	139 879 273 348	138 690 785 726	7 493 863 510	50 166 365 331	196 351 014 567	128 967 779 029	186 628 007 870
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	29 339 535 729	24 140 939 236	7 694 823 976	7 362 492 832				6 888 865 257	
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	161 826 907 770	179 868 136 845	92 373 831 094	91 418 697 643	65 625 000		91 484 322 643	68 561 608 039	68 627 233 039
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	17 702 796 178	17 579 878 137	11 052 321 070	10 867 413 102	272 400 000		11 139 813 102	3 852 822 879	4 125 222 879
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	23 325 269 330	23 372 160 254	2 822 045 581	2 618 475 986	847 575 320		3 486 051 318	2 179 491 283	3 027 066 603
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	33 298 090 160	33 198 316 866	3 280 747 024	2 834 189 140			2 834 189 140	2 732 581 042	
39 MINISTÈRE DU TOURISME	5 325 337 985	5 264 421 552	1 737 033 466	1 613 524 779			1 613 524 779	1 345 809 261	1 345 809 261
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	80 524 074 150	80 296 989 235	19 764 701 440	19 704 289 957			19 704 289 957	7 165 416 415	
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	19 752 778 682	19 445 763 078	11 142 144 719	9 977 069 060	222 000 000		10 199 069 060	9 490 942 992	9 712 942 992
44 MINISTÈRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	600 000 000	600 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000	200 000 000	200 000 000
47 COUR SUPREME	8 768 115 365	9 168 515 004	4 410 288 533	4 410 288 533			4 410 288 533	4 410 288 533	4 410 288 533
48 MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	18 824 568 007	18 824 568 007	13 255 649 965	13 068 216 677			13 068 216 677	4 112 100 716	4 112 100 716
49 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ ÀUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	4 585 683 299	4 784 983 299	782 379 627	734 373 701			734 373 701	488 473 320	488 473 320
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	11 159 131 2010	12 451 780 062	3 954 253 632	3 302 417 849	399 851 256		3 702 269 105	2 974 584 326	3 374 435 582
59 MINISTÈRE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	5 507 058 984	6 671 358 984	2 070 353 067	2 062 936 664			2 062 936 664	2 060 244 471	2 060 244 471
60 MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	8 745 788 382	8 745 788 382	804 274 705	442 009 437	50 000 000		492 009 437	379 714 600	429 714 600
68 PARQUET GENERAL	9 444 819 204	9 444 819 204	449 344 642	449 344 642			449 344 642	449 344 642	449 344 642
74 MINISTÈRE DE L'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	80 198 296 476	80 550 363 033	34 980 210 982	34 239 027 775	551 492 381		34 790 520 156	24 921 675 768	25 473 168 149
TOTAL GENERAL	5 014 336 001 006	5 086 072 466 518	2 367 795 772 253	191 467 044 835	56 740 365 331	2 571 611 364 660	1 738 452 795 165	1 986 660 205 331	

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 6 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN JUIN 2015

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2014		2015	
	Réalisation	Budget	Réalisation	Budget
DEPENSES EDUCATION				
Courantes	755 163,2	906 313,2	479 422,9	434 715,6
Administration Centrale	703 991,2	811 343,4	316 526,5	316 526,5
Personnel	574 820,0	672 536,5	310 267,8	310 267,8
Abonnement	559 126,1	650 515,4	2 530,0	2 530,0
Autres Administrations Centrales	3 505,7	7 557,8	3 728,7	3 728,7
Structures éducatives (hors personnel)	12 188,2	14 463,2	118 053,4	118 053,4
Subventions aux écoles privées	129 171,2	138 807,0	77 630,4	77 630,4
Kits Scolaires	53 128,9	60 000,0	0,0	0,0
Bourses	1 893,8	3 490,9	20 276,9	13 465,2
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	19 562,2	20 276,9	26 231,2	10 871,4
Ecole publiques	25 897,5	28 807,9	16 086,3	16 086,3
Avances non encore régularisées	28 688,8		135,6	135,6
Investissement	51 172,0	94 969,8	44 707,3	
Administration	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	51 172,0	94 969,8	44 707,3	44 707,3
dont prêts extérieurs	6 066,2	17 055,9	6 021,0	6 021,0
Avances non encore régularisées				
DEPENSES SANTE				
Courantes	207 308,8	284 020,8	100 728,7	76 995,4
Administration Centrale	174 602,3	207 798,7	62 253,6	62 253,6
Personnel	140 142,4	167 063,6	52 628,8	52 628,8
Abonnement	107 253,8	130 591,6	2 339,6	2 339,6
Autres Administrations Centrales	3 933,3	6 189,2	7 285,1	7 285,1
Structures sanitaires (hors personnel)	28 955,3	30 282,7	13 113,4	13 113,4
Niveau primaire et secondaire	34 459,9	40 735,2	1 473,5	1 473,5
Niveau tertiaire	10 727,5	11 380,5	4 258,5	4 258,5
Niveau quaternaire	11 100,4	11 704,9	7 170,9	7 170,9
Autres	12 114,9	16 354,0	210,5	210,5
Avances non encore régularisées	517,1	1 295,8	1 628,4	1 628,4
Investissement	32 706,5	76 222,1	23 733,3	
Administration	577,3	575,5	32,3	32,3
Construction et équipements	32 129,2	75 646,6	23 301,0	23 301,0
dont prêts extérieurs	3 756,7	35 203,1	5 117,0	5 117,0
Avances non encore régularisées			400,0	400,0
TOTAL	962 472,0	1 190 334,0	580 151,6	

NB: Il s'agit dans ce tableau uniquement des dépenses des ministères de la santé et de la lutte contre le SIDA et de tous les ministères du domaine Education-Formation (Enseignement supérieur et recherche, Education nationale et enseignement technique et Formation professionnelle). Cette configuration de l'annexe 6 a été définie conjointement avec les partenaires (FMI, Banque mondial) depuis les gestions budgétaires 2004-2005.

ANNEXE 7 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2015

(En FCFA)

DOMAINES	2014	2015		
	REALISATION Déc	Budget	Objectif fin juin	Exécution FIN JUIN
01 Agriculture et développement rural	140 501 732 387	95 111 825 919	46 493 845 626	71 878 230 718
01.0 Administration générale	62 824 825 573	33 942 501 006	26 876 128 830	21 280 020 891
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	31 063 114 724	20 945 262 985	11 029 319 238	19 408 077 752
01.2 Formation et encadrement	19 194 758 534	21 547 349 378	6 083 069 195	15 901 426 300
01.3 Aménagement hydro-agricole	27 419 033 556	9 676 712 550	2 505 328 363	6 658 705 775
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)		9 000 000 000		8 630 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	8 856 011 259	9 016 591 472	3 895 178 737	3 649 009 107
02.0 Administration générale / formation et encadrement	4 896 200 356	4 646 935 501	2 593 324 316	2 962 763 741
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 700 736 109	2 011 959 304	666 129 636	642 794 233
02.2 Pêche et aquaculture	1 259 074 794	2 357 696 667	635 724 786	43 451 133
03 Education	818 811 014 281	954 809 048 558	449 640 160 799	506 219 374 817
03.0 Administration générale	23 478 217 243	25 264 985 951	9 315 942 341	15 414 215 843
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	307 431 610 771	403 774 169 352	200 899 567 684	167 237 189 945
03.2 Alphabétisation	425 813 891	430 279 851	117 456 466	70 000
03.3 Sécondaire général, technique et professionnel	291 823 767 307	307 201 192 482	146 500 326 272	209 534 963 175
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	149 151 605 069	171 638 420 922	75 136 868 036	91 945 435 854
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	46 500 000 000	46 500 000 000	17 670 000 000	22 087 500 000
04 Santé	228 853 000 464	310 128 303 557	123 570 145 478	118 702 163 065
04.00 Administration générale santé	121 754 807 908	150 651 166 220	69 266 015 721	61 201 634 048
04.01 Système de santé primaire	47 925 867 965	63 341 287 962	20 803 747 036	21 243 356 147
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	1 226 906 748	1 451 532 185	270 402 778	347 172 961
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	1 353 362 300	5 635 917 542	1 141 358 658	890 251 843
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	702 882 932	10 941 938 608	2 234 679 694	54 852 946
04.05 VIH/SIDA	1 558 164 443	16 744 376 899	3 654 198 185	448 366 119
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	34 331 008 168	41 362 084 141	18 599 743 406	25 016 529 001
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	20 000 000 000	7 600 000 000	9 500 000 000
05 Eau et Assainissement	146 585 524 188	85 280 322 951	37 634 616 073	31 039 662 139
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 970 862 777	38 376 234 727	19 372 030 400	11 665 662 696
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	16 614 661 411	19 904 088 224	8 002 585 673	6 548 999 443
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	13 500 000 000	5 130 000 000	6 412 500 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	13 500 000 000	13 500 000 000	5 130 000 000	
06 Energie	50 563 579 614	33 428 036 759	18 799 344 970	33 660 345 408
06.1 Accès à l'électricité	37 063 579 614	19 928 036 759	13 669 344 970	27 247 845 408
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	13 500 000 000	5 130 000 000	6 412 500 000
07 Routes et ouvrages d'art	138 596 822 164	117 683 197 915	48 408 323 097	54 568 699 375
07.1 Entretiens pistes rurales	4 368 214 293	6 246 188 000	4 610 285 352	1 716 187 299
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	11 689 230 704	20 393 042 184	4 247 714 017	7 115 908 576
07.3 Autres travaux routiers	122 539 377 167	66 043 967 731	30 050 323 728	33 861 603 500
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et		25 000 000 000	9 500 000 000	11 875 000 000
08 Affaires Sociales	25 271 683 447	23 572 847 794	12 685 873 474	11 881 131 205
08.0 Administration générale	19 546 780 873	17 077 797 300	9 971 610 755	9 873 339 232
08.1 Formations destinées aux femmes	1 119 917 006	812 485 774	214 792 349	261 299 943
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 151 399 041	3 060 903 369	1 087 909 083	733 325 756
08.3 Formation au personnel d'appui	2 087 144 370	2 115 096 351	966 903 023	916 399 380
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	366 442 157	506 565 000	444 658 264	96 766 894
09 Décentralisation	54 898 870 785	56 122 654 555	14 600 608 250	24 105 873 443
09.1 Décentralisation	54 898 870 785	56 122 654 555	14 600 608 250	24 105 873 443
10 Reconstructions et réhabilitations	1 511 117 490	20 419 738 000	3 838 249 400	8 257 133 188
10.1 Reconstruction et réhabilitation	11 117 490	419 738 000	112 492 845	
10.2 Habitat et logements sociaux	1 500 000 000	20 000 000 000	3 725 756 556	8 257 133 188
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	7 970 397 154	10 811 270 393	3 709 546 956	1 501 421 513
11.1 Promotion et insertion des jeunes	6 260 283 341	8 216 046 716	3 067 996 850	727 857 715
11.2 Appui et suivi DSRP	94 199 346	630 000 000	125 691 281	41 784 895
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 615 914 467	1 965 223 677	515 858 826	731 778 903
TOTAL	1 622 419 753 233	1 716 383 837 873	763 275 892 861	865 463 043 978

Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.

A fin juin 2015, les délais moyens des actions relevant des principaux acteurs du circuit de la dépense publique (Ordonnateur, Contrôleur Financier, Comptable), ont été conformes aux normes. Cependant, des efforts restent à fournir pour réduire davantage le temps mis par les dossiers au niveau de chaque acteur.

Le tableau suivant montre pour chaque acteur de la dépense publique la durée moyenne de traitement des dossiers à fin juin 2015.

Acteurs	Engagement		Ordonnancement		Prise en Charge	
	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes
Ordonnateur	2 jours		3 jours			
Contrôleur financier	7 jours	8 jours	6 jours	8 jours		
Comptable					3 jours	5 jours

Source : DGBF

ANNEXE 9 (suite) : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES INVESTISSEMENT PAR MINISTERES ET PROJETS A FIN JUIN 2015 (HORS DEPENSES POST-CRISE)

Capacité d'absorption inférieure à 50%

	Dotations			Exécution			Taux d'exécution
	Don		Emprunt	Tresor		Emprunt	
	Total			Total		Total	
:711910476 Ppj Dev Infrastr - Commune d'Agou	12 500 000			12 250 000			50,0%
:711910511 Ppj Dev Infrastr - Commune de Toumodi	20 000 000			10 000 000			50,0%
:711910521 Ppj Dev Infrastr - Commune de Djibrosso	34 161 292			17 080 646			50,0%
:711910522 Ppj Dev Infrastr - Commune de Guinieguité	10 120 000			5 060 000			50,0%
:711910523 Ppj Dev Infrastr - Commune d'Odienné	115 124 029			57 562 015			50,0%
:711910525 Ppj Dev Infrastr - Commune de Sinématali	44 631 859			22 315 930			50,0%
:711910528 Ppj Dev Infrastr - Commune d'Assuétry	37 048 011			18 524 006			50,0%
:711910531 Ppj Dev Infrastr - Commune de Bédiala	38 379 901			19 189 951			50,0%
:711910532 Ppj Dev Infrastr - Commune d'Ouranghio	9 679 907			4 839 954			50,0%
:711910535 Ppj Dev Infrastr - Commune de Zuenoula	10 000 000			5 000 000			50,0%
:711910541 Ppj Dev Infrastr - Commune de Kouiby	11 810 000			5 905 000			50,0%
:711910542 Ppj Dev Infrastr - Commune de Bioléquin	34 905 444			17 452 722			50,0%
:711910551 Ppj Dev Infrastr - Commune de Zikiso	22 330 000			11 165 000			50,0%
:711910555 Ppj Dev Infrastr - Commune de Grand-Zattry	10 862 000			5 431 000			50,0%
:711910561 Ppj Dev Infrastr - Commune de Niable	9 000 000			4 500 000			50,0%
:711910571 Ppj Dev Infrastr - Commune de Zuenoula	40 202 777			20 101 389			50,0%
:711910611 Ppj Dev Infrastr - Commune de Djékanou	33 679 484			16 839 742			50,0%
:711910614 Ppj Dev Infrastr - Commune de Bioléquin	24 615 762			12 307 881			50,0%
:711910617 Ppj Dev Infrastr - Commune de Zikiso	22 557 000			11 278 500			50,0%
:711910621 Ppj Dev Infrastr - Commune de Kounahiri	43 400 000			21 700 000			50,0%
:711910622 Ppj Dev Infrastr - Commune de Borotou	17 634 523			8 817 262			50,0%
:711910623 Ppj Dev Infrastr - Commune de Dioulatiédougou	30 767 629			15 383 815			50,0%
:711910628 Ppj Dev Infrastr - Commune de Mbahiakro	28 577 345			14 288 673			50,0%
:711910631 Ppj Dev Infrastr - Commune de Diabo	41 686 309			20 843 155			50,0%
:711910632 Ppj Dev Infrastr - Commune de Gagnoa	9 458 137			4 729 069			50,0%
:711910635 Ppj Dev Infrastr - Commune de Borotou	20 000 000			10 000 000			50,0%
:711910641 Ppj Dev Infrastr - Commune de Gbonné	34 955 560			17 477 780			50,0%
:711910642 Ppj Dev Infrastr - Commune de Guiilo	31 941 149			15 970 575			50,0%
:711910651 Ppj Dev Infrastr - Commune de Divo	14 758 940			7 379 470			50,0%
:711910655 Ppj Dev Infrastr - Commune de Grabo	7 801 610			3 900 805			50,0%
:711910661 Ppj Dev Infrastr - Commune de Betté	30 000 000			15 000 000			50,0%
:711910671 Ppj Dev Infrastr - Commune de Grand-Bassam	17 125 816			8 562 908			50,0%
:711910676 Ppj Dev Infrastr - Commune de Yakkassé-Attobrou	43 524 627			21 762 314			50,0%
:711910711 Ppj Dev Infrastr - Commune de Tiébissou	22 371 046			11 185 523			50,0%
:711910714 Ppj Dev Infrastr - Commune de MBatto	20 500 000			10 250 000			50,0%
:711910717 Ppj Dev Infrastr - Commune de Djébonoua	19 928 111			9 964 056			50,0%
:711910721 Ppj Dev Infrastr - Commune de Séguéla	34 344 047			17 172 024			50,0%
:711910722 Ppj Dev Infrastr - Commune de Touba	36 000 000			18 000 000			50,0%
:711910723 Ppj Dev Infrastr - Commune de Goula	21 943 761			10 971 881			50,0%
:711910725 Ppj Dev Infrastr - Commune de Gbon	42 351 632			21 175 816			50,0%
:711910731 Ppj Dev Infrastr - Commune de Saïoua	31 344 890			15 672 445			50,0%
:711910732 Ppj Dev Infrastr - Commune de Guibéroua	6 213 947			3 106 974			50,0%
:711910735 Ppj Dev Infrastr - Commune de Gohitata	37 785 000			18 892 500			50,0%
:711910736 Ppj Dev Infrastr - Commune de Facobly	48 860 659			24 430 330			50,0%
:711910741 Ppj Dev Infrastr - Commune d'Ettoko	16 998 000			7 500 000			50,0%
:711910755 Ppj Dev Infrastr - Commune de Lakota	29 807 789			8 499 000			50,0%
:711910761 Ppj Dev Infrastr - Commune de l'Indénité-+Djouablin (Abongourou)	55 000 000			27 500 000			50,0%
:711910771 Ppj Dev Infrastr - Commune de Maferé	26 228 223			13 114 112			50,0%
:711910811 Ppj Dev Infrastr - Commune de Tié-N'Diékro	39 160 000			19 580 000			50,0%
:711910814 Ppj Dev Infrastr - Commune de Lakota	15 000 000			10 552 000			50,0%
:711910817 Ppj Dev Infrastr - Commune de Boniérédougou	17 000 000			8 500 000			50,0%
:711910821 Ppj Dev Infrastr - Commune Sarhalá	24 218 000			12 109 000			50,0%
:711910822 Ppj Dev Infrastr - Commune de Guinanimou	38 006 433			19 003 217			50,0%
:711910823 Ppj Dev Infrastr - Commune de Bako	38 377 327			19 188 664			50,0%
:711910825 Ppj Dev Infrastr - Commune de Kouto	21 139 760			10 569 880			50,0%
:711910828 Ppj Dev Infrastr - Commune de Téhini	21 104 000			16 109 097			50,0%
:711910831 Ppj Dev Infrastr - Commune de Gboguéné	25 289 000			15 128 559			50,0%
:711910832 Ppj Dev Infrastr - Commune du Goh (Gagnoa)	199 061 276			19 100 495			50,0%
:711910833 Ppj Dev Infrastr - Commune de Bonon	27 213 660			10 000 000			50,0%
:711910841 Ppj Dev Infrastr - Commune de Man	15 000 000			32 218 194			50,0%
:711910842 Ppj Dev Infrastr - Commune de Touleplié	30 257 118			38 200 990			50,0%
:711910847 Ppj Dev Infrastr - Commune de Tiapoum	20 000 000			10 000 000			50,0%

ANNEXE 9 (suite) : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES INVESTISSEMENT PAR MINISTERES ET PROJETS A FIN JUIN 2015 (HORS DEPENSES POST-CRISE)

Capacité d'absorption inférieure à 50%

(En FCFA)

	Dotations	Exécution			Taux d'exécution
		Don	Emprunt	Tresor	
:611910442 Prij Dev sanit & social - Commune de Duekoué		7 279 131		3 639 566	50,0%
:611910521 Prij Dev sanit & social - Commune de Sifflé		8 000 000		4 000 000	50,0%
:611910525 Prij Dev sanit & social - Commune de Ferié		39 984 870		19 992 435	50,0%
:611910541 Prij Dev sanit & social - Commune de Koublé		16 762 310		8 381 155	50,0%
:611910551 Prij Dev sanit & social - Commune de Zikasso		25 000 000		6 250 000	25,0%
:611910555 Prij Dev sanit & social - Commune de Grand-Zattry		6 000 000		3 000 000	50,0%
:611910561 Prij Dev sanit & social - Commune de Bétié		6 873 105		3 436 553	50,0%
:611910614 Prij Dev sanit & social - Commune de Mbahakro		18 000 000		9 000 000	50,0%
:611910617 Prij Dev sanit & social - Commune de Diaboo		2 000 000		1 000 000	50,0%
:611910623 Prij Dev sanit & social - Commune de Bako		5 000 000		2 500 000	50,0%
:611910628 Prij Dev sanit & social - Commune de Tanda		4 000 000		2 000 000	50,0%
:611910632 Prij Dev sanit & social - Commune de Gagnao		8 000 000		4 000 000	50,0%
:611910635 Prij Dev sanit & social Cons. Régional de la Marahoué(Bouafé)		91 000 000		45 500 000	50,0%
:611910655 Prij Dev sanit & social - Commune de Grado		2 000 000		1 000 000	50,0%
:611910661 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional de l'Indiené-Djouablin (Abengourou)		7 200 000		3 600 000	50,0%
:611910676 Prij Dev sanit & social - Commune de Yakassé-Attobrou		140 000 000		70 000 000	50,0%
:611910711 Prij Dev sanit & social - Commune de Tomodji		11 000 000		5 500 000	50,0%
:611910714 Prij Dev sanit & social - Commune de MBatto		9 000 000		4 500 000	50,0%
:611910717 Prij Dev sanit & social - Commune de Djebonoua		7 000 000		3 500 000	50,0%
:611910728 Prij Dev sanit & social - Commune de Koun Fao		1 000 000		500 000	50,0%
:611910742 Prij Dev sanit & social Cons. Régional du Cavally(Guijlo)		11 983 408		5 991 704	50,0%
:611910751 Prij Dev sanit & social - Commune de Lokoïa		74 500 000		37 250 000	50,0%
:611910777 Prij Dev sanit & social - Commune d'Aboisso		11 000 000		5 500 000	50,0%
:611910814 Prij Dev sanit & social - Commune de Tiénelékro		7 000 000		3 500 000	50,0%
:611910817 Prij Dev sanit & social - Commune de Boniédedougou		1 000 000		500 000	50,0%
:611910822 Prij Devot Santé- Commune de Borotou		11 983 408		400 000	50,0%
:611910823 Prij Dev sanit & social - Commune d'Odienré		74 500 000		25 000 000	50,0%
:611910825 Prij Dev sanit & social - Commune de Korhogo		11 000 000		5 500 000	50,0%
:611910831 Prij Dev sanit & social - Commune de Gboguéné		39 421 373		19 710 687	50,0%
:611910832 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional de Gaha (Gagna)		3 000 000		1 500 000	50,0%
:611910833 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional de Boniédedougou		27 000 000		13 500 000	50,0%
:611910841 Prij Devot Santé- Commune de Borotou		800 000		400 000	50,0%
:611910842 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Guémén(Duekoué)		50 000 000		25 000 000	50,0%
:611910914 Prij Dev sanit & social - Commune de Kouassi Kouassikro		14 584 483		7 292 242	50,0%
:611910917 Prij Dev sanit & social - Commune de Bafing(Touba)		5 588 000		2 794 000	50,0%
:611910922 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Gaha (Gagna)		331 066 000		165 533 000	50,0%
:611910925 Prij Dev sanit & social - Commune de Man		11 783 222		5 891 611	50,0%
:611910927 Prij Dev sanit & social - Commune de Korhogo		65 925 000		32 962 500	50,0%
:611910930 Prij Dev sanit & social - Commune de Bokro		5 000 000		2 500 000	50,0%
:611910932 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Bafing(Touba)		13 000 000		6 500 000	50,0%
:611910934 Prij Dev sanit & social - Commune de Tiéngboué		111 000 000		55 500 000	50,0%
:611910935 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Sud-Comoé (Aboussou)		112 000 000		56 000 000	50,0%
:611910937 Prij Dev sanit & social - Commune de Zouan-Hounien		3 000 000		1 500 000	50,0%
:611910939 Prij Dev sanit & social - Commune d'Anoumaba		20 000 000		10 000 000	50,0%
:611911017 Prij Dev sanit & social - Commune de Bokro		14 523 425		7 261 713	50,0%
:611911021 Prij Dev sanit & social - Commune de Sakassou		1 000 559		500 280	50,0%
:611911023 Prij Dev sanit & social - Commune de Tiéngboué		6 806 615		3 403 308	50,0%
:611911025 Prij Dev sanit & social - Commune de Seydougou		4 907 787		2 453 894	50,0%
:611911027 Prij Dev sanit & social - Commune de Zouan-Hounien		10 000 000		5 000 000	50,0%
:611911114 Prij Dev sanit & social - Commune de Mankono		12 000 000		6 000 000	50,0%
:611911117 Prij Dev sanit & social - Commune de Broto		128 442 700		32 110 675	50,0%
:611911131 Prij Dev sanit & social - Commune de Gueyvo		2 000 000		500 000	50,0%
:611911155 Prij Dev sanit & social - Commune de Gueyvo		118 000 000		29 500 000	25,0%
:611911171 Prij Dev sanit & social Cons. Régional de la Agnéby-Tiassa (Agboville)		164 178 000		41 044 500	25,0%
:611911176 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Bére (Mankono)		3 000 000		19 375 000	25,0%
:611911221 Prij Dev sanit & social - Commune de Mankono		73 000 000		25 670 911	25,0%
:611911223 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Folon (Minignan)		40 000 000		26 910 420	25,0%
:611911241 Prij Dev sanit & social - Commune de Guimébé		100 834 457		25 208 614	25,0%
:611911276 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional de la Mé (Adzopé)		10 000 000		2 500 000	25,0%
:611911317 Prij Dev sanit & social - Commune de Danané		77 500 000		42 699 089	25,0%
:611911322 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Ifou (Daoukro)		102 683 642		20 000 000	25,0%
:611911323 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Kabadougou (Odienné)		53 820 839		42 500 000	25,0%
:611911328 Prij Dev sanit & social - Commune de Bouakani (Bouna)		1 000 000		8 572 000	25,0%
:611911478 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional de Jacqueville		22 203 681		6 500 000	25,0%
:611911514 Prij Dev sanit & social - Commune de Djibrosso		170 796 357		1 000 000	25,0%
:611911521 Prij Dev sanit & social - Commune de Bondouko		80 000 000		22 500 000	25,0%
:611911528 Prij Dev sanitaire et social Cons. Régional du Gontougo(Bondouko)		170 000 000		90 000 000	25,0%

ANNEXE 9 (suite) : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES INVESTISSEMENT PAR MINISTERES ET PROJETS A FIN JUIN 2015 (HORS DEPENSES POST-CRISE)

Capacité d'absorption inférieure à 50%

	Exécution						Taux d'exécution	
	Dotations			Emprunt		Total		
	Don	Emprunt	Tresor	Emprunt	Tresor	Total		
'453970190 Réhab. 4 Ets Form. Prof. et Insertion des Jeunes	156 100 000			156 100 000	0	156 100 000	0,0%	
'453970578 Réhabilitation des Infrastructures du CMF de Gd Lahou			406 789 630	406 789 630		2 445 000	0,6%	
'453970578 Renovation et Equip bureaux DR Abj Nord			40 000 000	40 000 000		0	0,0%	
'453980501 Projet BADEA 3 Equipment Complementaire			133 123 000	1 008 123 000	0	0	0,0%	
'457930101 Programme d'Appui à l'Amélioration de l'Employabilité et de l'Insertion des Jeunes	0	875 000 000	1 267 000 000	1 267 000 000	0	0	0,0%	
'464970801 Rehabilitation des Ateliers / IPNE TP	0		67 057 449	67 057 449		33 528 725	50,0%	
'661910190 Projet d'Insertion Sociale et Eco. Pop. Vulnerables Ouest Ivoirien (PRISE)	694 805 500		694 805 500	694 805 500		694 805 500	100,0%	
'661920101 Mise en oeuvre strategie nationale de protection sociale	2 500 000 000		50 000 000	2 550 000 000		18 500 000	0,7%	
'664970201 Renovation de l'Institut National des Aveugles			34 344 259	34 344 259		0	0,0%	
'665960190 Construction et Equipment de Centres Sociaux			139 000 000	139 000 000		0	0,0%	
'665970190 Rehabilitation et Equipment de Centres Sociaux			90 898 551	90 898 551		44 346 229	48,8%	
'668970101 Rehabilitation Système électrique INFIS			50 000 000	50 000 000		25 000 000	50,0%	
'669950101 Projet Filets Sociaux Productifs / Banque Mondiale	700 000 000		70 000 000	770 000 000		770 000 000	100,0%	
'672950201 Couverture Maladie Universelle (CMU)			10 500 000 000	10 500 000 000		10 000 000 000	95,2%	
'675950201 Plan National d'Action contre Traite et Travail des Enfants			100 000 000	100 000 000		18 849 997	18,8%	
'675951201 Emploi des Jeunes/C2D			4 500 000 000	4 500 000 000		0	0,0%	
'675951301 Plate forme collaboration pour l'Emploi			55 000 000	55 000 000		10 031 756	18,2%	
'675990301 Renforcement capacités acteurs mise en oeuvre politique Emploi			25 000 000	25 000 000		6 999 594	28,0%	
'817970101 Rehab et Equip services administration du Travail			80 000 000	80 000 000		9 891 355	12,4%	
'818960101 Construction et Equipment des fermes écoles			29 074 000	29 074 000		0	0,0%	
'819930101 Programme d'Appui à l'Amélioration de l'Employabilité et de l'Insertion des Jeunes	0		190 708 000	190 708 000		0	0,0%	
'819960190 Construction et équipement des antennes AGEPE			100 000 000	100 000 000		50 000 000	50,0%	
Total	153 334 383 005	268 918 771 628	560 243 722 028	982 496 876 661	39 520 290 297	39 776 656 936	201 347 079 241	
							280 644 026 474	
							28,6%	

ANNEXE 9 (suite) : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES INVESTISSEMENT PAR MINISTERES ET PROJETS A FIN JUIN 2015 (HORS DEPENSES POST-CRISE)

Capacité d'absorption supérieure ou égale à 50%

							(En FCFA)
					Exécution	Total	Taux d'exécution
		Dotation	Trésor	Total	Don	Emprunt	Trésor
Don	Emprunt	8 445 471 846	8 445 471 846	8 445 471 846	4 311 341 346	4 311 341 346	51,0%
25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES							
Avances non régularisées							
.151970101 Réhabilitation et équipement du Ministère des Affaires Etrangères							
.15198101 Système Intégré d'Information et Communication-MEMAE							
.15595105 Acquisition Chancellerie et à la Haye							
.15595105 Acquisition Chancellerie et Résidence Libreville							
.15595105 Acquisition Résidence au Caire							
.155961307 Démolition & Reconstruction Résidence Tokyo							
.155961308 Acquisition Résidence Berlin							
.155961406 Construction résidence Cl à Washington							
.155961407 Construction Bâtiment Annexe Consulat Général à Djeddah							
.155961407 Construction Chancellerie Accra							
.155961408 Acquisition chancellerie Saint-Sébastien (Italie)							
.155961405 Construction Chancellerie au Cameroun	0						
.155961008 Acquisition Chancellerie et Résidence à Londres (Grande Bretagne)							
.15596105 Construction Chancellerie & Résidence Tchad							
.155961205 Construction Chancellerie Abuja							
.155961305 Démolition & reconstruction Chancellerie & Résidence Dakar							
.155961405 Construction de la chancellerie Monrovia (Liberia)							
.155961505 Acquisition Chancellerie Bamako (Mali)							
.155970106 Construction Résidence et Chancellerie BRASILIA							
.155970408 Réhabilitation Residence et Chancellerie MADRID							
.155970508 Réhabilitation Residence et Chancellerie ROME							
.155970708 Réhabilitation de la chancellerie et résidence BRUXELLES							
.155970805 Réhabilitation Chancellerie Tunis							
.155970805 Réhabilitation Bur Eco, Consulat,Chancellerie Paris							
.155971025 Réhabilitation Chancellerie Préatoria							
.15597308 Réhabilitation de Chancellerie à Berne (Suisse)							
.15598101 Acquisition kits d'installation diplomatiques à l'étranger							
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE							
Avances non régularisées							
.211910194 Opération Sécurité Frontière Ouest							
.211950501 Mise en place nouvelle armée							
.211960701 Construction des Centres de Ravitaillement Essence							
.21196901 Crédit d'une Académie de la Défense							
.211980801 Equipment des Forces Spéciales							
.22198201 Acquisition de Véhicules Forces Terrestres							
.22396131 Construction Cuisine 2ème Bataillon Dakar							
.22396178 Construction Cuisine 1er Bataillon Commando Parachutiste							
.228970101 Rénovation de l'EMPT							
.23298101 Acquisition des Aéronefs GATL							
.23396101 Construction du Pôle de Formation Hélicoptère.							
.242966201 Constr. du Centre de Surveillance Maritime de l'Ouest (CRP)							
.24298201 Acquisition d'engins maritimes et Fluvio-Lagunaires							
.261966101 Const. et Equip. Dortsirs Filles Ecole de Gendarmerie Abidjan							
.261980401 Acquisition de Véhicules et Engins de la Gendarmerie							
.26896131 Extension Ecole de Gendarmerie Toroghe							
.294980401 Programme Spécial équipement des Ouvrages Maritimes							
.422970101 Réhabilitation des Ouvrages Maritimes							
.647966201 Construction Bureaux Chefferie Santé Gendarmerie							
.64798278 Equipment HMA							
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION							
Avances non régularisées							
.53295101 Modernisation de l'AIP							
.532980301 Renouvellement équipement FRATERNITE- MATIN							
.53398201 Equipement RTI							
.53398101 Equipment en Matériel Technique & Rénovation de l'STC							
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE							
Avances non régularisées							
.416970301 Réhabilitation et Equip Immeuble Symphonie							
.416970401 Renouvellement équipement OSDI							
.41699201 Mise en oeuvre Télé-enseignement							
.46195401 Mise en oeuvre Prog. recherche des pôles de compétence							
.46195501 Prog Dev Educ, Format° et Insert° Jeunes(Composante Ens. Supérieur)							
.46297031 Réhab et Equip Cités Univ Bouaké / CROU-B							
.462970217 Réhab et Equip Cités Univ Bouaké / CROU-B							
.462970231 Renforcement et Equip des Infrastructures CROU							

